


groupe marxiste internationaliste [ collectif révolution permanente ]

# Contre le bleu marine, le rouge !




Manifestation de travailleurs précaires et chômeurs, Paris, 6 décembre 2014 / photo Martin Bureau-AFP



n° 10 mars-avril 2015 1 euro

# La politique pro-capitaliste du gouvernement Hollande-Valls renforce la réaction

## Troisième déroute électorale en une année du Parti socialiste et du Front de gauche

Le 22 mars, au premier tour des premières élections départementales qui se sont tenues dans tout l'État français sauf à Paris, Lyon, en Guyane et en Guadeloupe, l'abstention s'est élevée à 49,8 % des inscrits ; au second tour, le 29 mars, elle a été majoritaire (plus de 50 % des inscrits). Elle a été massive dans les quartiers populaires des grandes villes. En outre, 3,2 % des électeurs qui se sont déplacés au premier tour ont voté blanc (1,6 % des inscrits) et 1,6 % ont mis dans l'urne un bulletin annulé (0,8 % des inscrits).

Au total, les partis d'origine ouvrière (Parti communiste français, Parti de gauche, Parti socialiste) n'ont obtenu que 7 millions de voix, en comptant large soit 34 % des votes (16 % des inscrits). Le PCF et le PdG ont eu 1,2 million de voix, soit 6 % des suffrages exprimés (3 % des inscrits) ; le PS a eu au premier tour 4,3 millions de voix, soit 21 % des suffrages exprimés (10 % des inscrits), plus une partie de ce que le Ministère classe en « divers gauche ».


**RÉVOLUTION COMMUNISTE**

bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
[ section française du Collectif révolution permanente ]

Directeur de publication : Étienne Valyi

ISSN : 2273-8762



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
chèque à l'ordre de : ARTP

Adresse postale : ReSo
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, turc : revolucionpermanente.com

Site du GKK / Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI / France : groupemarxiste.info

Site de RP / Pérou : luchamarxista.blogspot.fr

Les articles signés n'engagent pas le GMI


Après un échec aux élections municipales de mars 2014 et aux élections européennes de mai 2014, le PS vient de subir une défaite retentissante, surtout à cause de l'abstention massive dans les quartiers populaires, par exemple dans le Nord. Par conséquent, le PS ne dirige plus que 24 départements sur 98, il en a perdu 28.

Le PCF ne dirige plus qu'1 département, il en a perdu 1. Le PCF et ses alliés, une fois de plus, ne profitent pas des reculs du PS. Leur message est inaudible. Selon l'IFOP-Fiducial, 53 % des électeurs qui se classent proches du Front de gauche se seraient abstenus.

Le PCF et le PdG partagent avec le PS le crétinisme parlementaire, la défense du capitalisme français, le renforcement de l'État bourgeois, le « dialogue social » entre « partenaires sociaux » et les interventions militaires… Ainsi, le Front de gauche fait croire que des élections pourraient améliorer la situation des travailleurs. Le PCF, le PdG et les scissions réformistes du NPA ont invoqué à l'appui l'exemple de la Grèce… qui a prouvé immédiatement le contraire.

Les organisations syndicales qui sont dirigées par le Front de gauche avec l'aide de LO et du NPA acceptent de discuter tous les projets du gouvernement. Le PdG a multiplié les binômes avec EELV. Les députés du PCF ont voté la motion de censure déposée par l'UMP et l'UDI le 19 janvier.

Leur principale nuance avec le gouvernement PS-PRG est que le PCF et le PdG réclament plus de protectionnisme et manifestent davantage d'hostilité à l'Union européenne. Terrain douteux sur lequel ils ne peuvent rivaliser avec le FN qui annonce, stupidement mais clairement, qu'il faut se replier sur les frontières françaises, revenir au franc et saborder l'UE. Ni le PdG, ni le PCF n'ont voté contre les expéditions militaires de leur bourgeoisie impérialiste.

Le gouvernement PS-PRG étrangle la Grèce avec son compère allemand CDU-SPD ; ni le PdG, ni le PCF n'exigent l'annulation des créances de l'État français et des banques françaises sur l'État grec.

> *Les sociaux-patriotes du monde entier pensent qu'ils défendent la patrie. Erreur : ils défendent les intérêts d'une poignée de capitalistes contre une autre.* (Lénine, *La Guerre et la révolution*, 1er juin 1917)

## En servant la bourgeoisie française, le PS sape sa base électorale

Selon une étude du 23 mars de l'IFOP et Fiducial, 9 % des électeurs de Mélenchon en 2012 et 8 % de ceux de Hollande auraient voté FN cette fois-ci. L'étude de Harris du 22 mars donne à peu près les mêmes résultats : 8 % des électeurs de Mélenchon auraient voté FN, 7 % de ceux de Hollande.

La classe ouvrière s'abstient massivement et vote moins pour les partis ouvriers bourgeois. Selon OpinionWay, 60 % des chômeurs se seraient abstenus. Suivant l'IFOP-Fiducial et OpinionWay, la classe ouvrière s'est considérablement abstenue : entre 52 à 55 % des « professions intermédiaires », entre 61 à 64 % des « employés », entre 52 à 55 % des « ouvriers » n'auraient pas voté. Parmi ceux qui ont voté, 25% ont choisi le PS, 7 % le PCF ou apparenté. Parmi les « ouvriers » qui ont voté, 15 % ont choisi le PS (entre 4 et 7 % le PCF ou le PdG). Parmi les « employés » qui ont voté, entre 18 et 22 % l'ont fait pour le PS (entre 6 et 7 % pour le PCF ou le PdG). Parmi les « professions intermédiaires » qui se sont déplacées, entre 25 et 27 % ont voté PS (entre 6 et 10 % ont voté PCF-PdG).

Malgré le nouvel échec et la fracturation grandissante de son parti, le président s'obstine : *« Il n'y aura pas de changement, ni de ligne ni de Premier ministre. »* (Hollande, *Challenges*, 12 mars). Le gouvernement a mis en chantier trois projets du même genre que ses précédentes décisions : contre la santé publique, contre les libertés, contre le collège unique.

Depuis des années, le patronat veut en finir avec le contrat à durée indéterminée dont la protection est pourtant bien limitée, pour lui substituer un « contrat unique » que le capitaliste peut rompre quand il le veut. Avec de nouvelles attaques contre les retraites, voilà le contenu de la poursuite du « dialogue social »

> *Ce que nous voulons à travers la réforme du dialogue social, c'est faciliter les embauches et le maintien dans l'emploi. Le contrat unique pourrait être une formule.* (Hollande, *Le Parisien*, 4 mars 2015)

Le PS, quoique fondé dans le cadre de la 2e Internationale ouvrière, est depuis longtemps bourgeois par sa politique. Élus grâce aux voix des travailleurs en mai et juin 2012, le président de la 5e République et la majorité de députés du PS ont assuré le service de la classe capitaliste. Cette dernière n'a pas profité de la reprise capitaliste mondiale de fin 2009, elle voit avec angoisse ses parts de marché diminuer dans le monde, elle s'émeut de l'ébranlement des grands groupes capitalistes de l'industrie française (Alstom, Areva...), elle s'exaspère que la bourgeoisie allemande prenne les rênes de l'Union européenne.

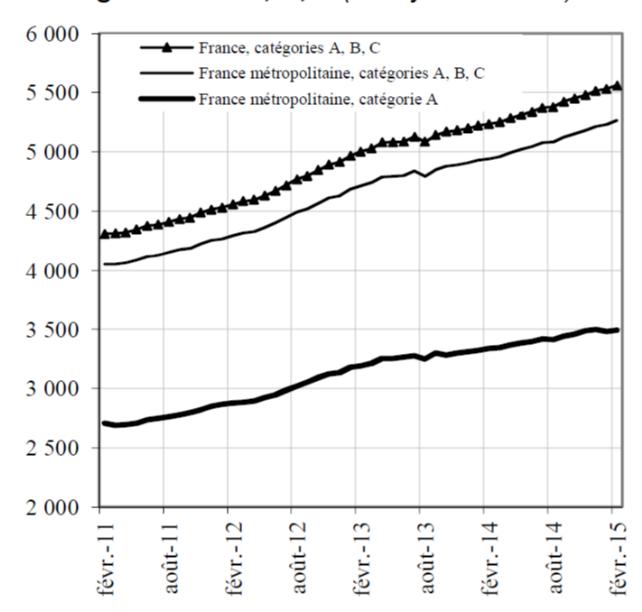
La bourgeoisie française exige donc, par le Medef, par le corps des hauts fonctionnaires, par les médias bourgeois, par ses partis politiques, que le président PS, la majorité PS, le gouvernement de coalition (d'abord PS-PRG-EELV, puis PS-PRG) réduisent les dépenses sociales (santé, chômage, enseignement...), flexibilisent davantage le temps de travail, les salaires et l'emploi, continuent à réduire les impôts et les cotisations sociales des entreprises.

Le gouvernement accède aux exigences de la bourgeoisie : blocage du salaire des fonctionnaires, pacte de compétitivité, loi ANI, pacte de solidarité, loi Macron, privatisations... Rien ne différencie sa politique de celle qui précède parce qu'elle sert la même minorité d'exploiteurs en expliquant, comme son prédécesseur, que le sort des travailleurs dépendra de la prospérité et de la bonne humeur des capitalistes.

Non seulement il gouverne au compte du grand capital, mais il recule le plus souvent devant les petits patrons et des indépendants structurés par l'UMP et le FN : patrons routiers du Finistère, notaires, pharmaciens, médecins libéraux...

Les clergés chrétiens, musulman, israélite font actuellement pression sur le gouvernement et la majorité couarde pour restreindre les mesures, pourtant très restreintes, qui permettraient de limiter les souffrances inutiles et de choisir sa mort.

> *La proposition de loi, qui n'autorise ni euthanasie ni suicide assisté mais instaure un droit à une séda-*



> *tion « profonde et continue » jusqu'au décès pour les malades en phase terminale, ainsi que des directives anticipées contraignantes, est loin de faire l'unanimité. Ainsi, cinq représentants des trois grandes religions monothéistes unissent leurs voix pour dire leur opposition à l'emploi de la sédation pour donner la mort.* (*Le Monde*, 9 mars 2015)

La récente fusion du « RSA activité » et de la « prime pour l'emploi » en « prime d'activité » va aggraver la situation des travailleurs les plus pauvres en 2016. L'ancienne allocation était obtenue quand le salaire se situait entre 0,3 et 1,3 smic, la nouvelle sera bornée aux travailleuses et aux travailleurs qui gagnent entre 0,5 et 1,2 smic. En outre, alors que l'ancienne était quasi automatique, les démarches pour la « prime d'activité » sont lourdes. 250 euros maximum seront octroyés après avoir prouvé une recherche d'emploi. Le gouvernement table sur le fait que moins de 60 % des bénéficiaires potentiels en feront la demande. Ainsi, l'allocation sociale concernera 4,5 millions de travailleurs pauvres au lieu de 6 millions.

Le résultat de la capitulation et de la trahison est l'augmentation du chômage et de la précarité des travailleurs salariés, en particulier de ceux qui ne sont pas qualifiés et qui vivent seuls, la création de véritables ghettos sociaux dans certains quartiers où la jeunesse est au chômage à 50 %. Alors, les salariés précaires qui avaient voté en 2012 pour le candidat du PS ne se dérangent plus. Ils ont perdu leurs illusions dans le PS, sans avoir été attirés par la *« révolution citoyenne »* PCF-PdG et la *« révolution fiscale »* PCF-PdG-LO.

## La politique du président PS et de la majorité parlementaire préparent le retour au pouvoir de l'UMP

En autorisant les licenciements, en cédant systématiquement aux nantis, en diminuant les services publics, le gouvernement PS-PRG affaiblit la classe ouvrière, rejette les indépendants et les cadres dans les bras des démagogues post-gaullistes (UMP) ou post-pétainistes (FN). En expulsant les travailleurs immigrés, en détruisant les camps des Roms, en limitant le droit d'asile, en continuant les contrôles d'identité au faciès, le gouvernement Hollande-Valls favorise la xénophobie et le racisme, divise la classe ouvrière. En proclamant l'union nationale, en appelant au désistement républicain, en étranglant les libertés démocratiques, en renforçant l'appareil répressif, il brouille les frontières de classe et se ridiculise.

Depuis son élection, Hollande attend de la baisse de la valeur de la force de travail et de l'augmentation des profits la reprise économique… et la possibilité de limiter les échecs électoraux, voire d'assurer sa reconduction en 2017.

> *Les indicateurs économiques qui passent au vert, le moral des ménages et des entrepreneurs qui s'améliore, le pays qui se redresse.* (Hollande, *Challenges,* 12 mars 2015)

Mais la reprise se fait attendre et le chômage continue, jusqu'à présent, à augmenter, entraînant aussi la hausse de « l'insécurité » qui fait le lit du FN (la petite délinquance, pas la grande, plus coûteuse pour la société, type HSBC et Bettencourt, qui n'a rien à voir avec le chômage de masse). Faute de bilan favorable aux travailleurs, le Président, le Premier ministre et les caciques sociaux-démocrates ont agité la menace du FN - qui inquiète à juste titre de nombreux travailleurs- en rendant les électeurs responsables du succès prévisible du FN.

> *Nous devons nous rassembler face à l'adversité et la tragédie qui menace le pays, car le FN est en situation d'accéder au pouvoir.* (Hollande, *Challenges,* 12 mars) ; *J'ai peur pour mon pays, qu'il se fracasse contre le FN.* (Valls, *Europe 1-iTélé*, 8 mars) ; *L'abstention mécaniquement, au lieu de sanctionner la gauche, fait monter la droite et l'extrême-droite… Alors pas d'hésitation, pas de diversion, on vote à gauche.* (Filoche, *D&S*, 14 mars) ; *Si l'on ne vote pas au premier tour pour les candidats de gauche de la majorité… il ne faudra pas se plaindre après.* (Aubry, *La Voix du Nord*, 10 mars)

Le PS a appelé à voter UMP dans les duels du second tour là où il était éliminé et a retiré ses binômes dans les triangulaires où il arrivait troisième au premier tour (*« rassemblement républicain »*, supplie Valls). L'ingrate UMP ne lui a pas rendu la pareille (*« ni-ni »*, répond Sarkozy) !

Au premier tour des élections départementales, les partis bourgeois ont totalisé 13,4 millions de voix, 61 % des suffrages exprimés (29 % des électeurs inscrits). L'UMP, l'UDI et le MoDem ont, ensemble, eu 9,2 millions de voix, soit 46 % des suffrages exprimés (22 % des inscrits). En termes de sièges, la coalition UMP-UDI-MoDem est la gagnante de cette consultation puisqu'elle a 1 032 conseillers départementaux et dirige 65 conseils départementaux sur 98 au lieu de 40. Tel est le résultat de la politique pro-capitaliste qui fait le jeu de l'UMP et du FN.

## La trahison des travailleurs par le PS ouvre la voie au parti fascisant

Tant que l'Union européenne réussissait à la grande majorité de la bourgeoisie française, tant que l'emploi restait à peu près préservé, tant que la masse des travailleurs s'illusionnait sur la capacité de leurs partis « réformistes » à changer la société par le vote, il n'y avait guère de place pour le FN fondé en 1972 par une

coalition de vétérans de la milice et des SS, d'anciens OAS et d'étudiants néo-nazis. Avec le retour du chômage de masse à partir de la crise capitaliste mondiale de 1973 et les déceptions provoquées par l'Union de la gauche à partir de 1982 (l'année où le gouvernement PS-PCF-PSU-PRG a décidé le blocage des salaires), le parti xénophobe a commencé son ascension électorale et les groupes nazis ont repris leurs exactions contre les Arabes et les militants ouvriers.

Les élections municipales ont déjà permis au FN de s'ancrer. Aux départementales, avec l'aide d'un prêt par une banque russe, l'amie de Poutine a capté d'anciens électeurs de l'UMP et aussi d'anciens abstentionnistes : beaucoup de petits patrons et de travailleurs indépendants incapables de faire face à la concurrence du grand capital, des chômeurs rejetés par le capitalisme. Elle y est parvenue en déviant le mécontentent contre l'étranger : la finance internationale, l'Union européenne et surtout les travailleurs étrangers ou les musulmans du pays. Avec ses succès, le parti préfasciste commence à débaucher quelques cadres des autres partis bourgeois, ceux que Valls, Cambadélis, Mélenchon et Laurent baptisent *« formations républicaines »* : MoDem, UDI, UMP, DLF, MRC…

Il y avait 3 858 candidats fascisants ou racistes. Le FN a présenté des binômes dans plus de 93 % des circonscriptions. À lui seul, il a recueilli au premier tour 5,1 millions de voix, soit 26 % (12 % des inscrits), plus que le PS.

Selon l'IFOP, 11 % des électeurs de l'UMP aux élections européennes en 2014 ont voté FN aux départementales. Entre 17 (selon Harris) et 18 % (selon l'IFOP) des électeurs de Sarkozy en 2012 ont voté cette fois-ci FN. Si l'UMP l'emporte encore nettement dans les « professions libérales et cadres supérieurs », le FN fait désormais jeu égal avec l'UMP chez les « artisans, commerçants et chefs d'entreprise » (entre 28 et 32 % pour le FN, entre 29 et 39 % pour l'UMP-UDI).

Une partie de la classe ouvrière a toujours voté pour les partis bourgeois. Mais il y a probablement un passage de l'UMP vers le FN. 12 % des chômeurs auraient voté FN (31 % des votants) ; 8,4 % pour l'UMP (21 % des votants). Entre 21 et 23,5 % des « ouvriers » ont voté FN (47 % à 49 % parmi ceux qui ont voté) ; entre 13,2 et 13,7 % des « employés » ont voté FN (34 à 38 % de ceux qui ont voté) ; entre 8,5 et 12 % des « professions intermédiaires » (19 à 25 % de ceux qui ont voté).

Au second tour, le FN était présent dans 834 duels (sur 1 641) et dans 273 triangulaires (sur 278). Le FN ne dirige aucun département mais a 62 conseillers départementaux au lieu d'1.

Le discours contre les « assistés » (les chômeurs, pas les anciens présidents), les étrangers (les pauvres, pas les capitalistes) sont désormais la norme des partis bourgeois, tant « républicains » que préfascistes. La montée électorale d'un parti xénophobe qui divise entre eux les travailleurs et les jeunes en formation pour mieux les soumettre au capital ne doit pas être prise à la légère. Elle s'ajoute aux manifestations contre les homosexuels, aux attaques fascistes contre les Arabes et les Juifs, contre les locaux PS et LGBT, contre les militants antifascistes.

Ce n'est pas la fuite en avant du PS dans les bras du patronat et de l'état-major, ni celle du PCF et du PdG dans le chauvinisme et le recrutement de policiers et de militaires qui peuvent protéger les travailleurs. Il faut avancer vers l'autodéfense des luttes et des organisations ouvrières, vers l'empêchement dans les quartiers et les entreprises de toute propagande raciste. Pour extirper le risque du fascisme, il faut avancer vers le socialisme.

## Le résultat de l'union nationale : le militarisme et l'étranglement des libertés

Sarkozy, qui n'a jamais craint le ridicule, arborait pour courir devant les caméras des vêtements au logo de la police américaine tueuse de Noirs. Hollande, lui, puise dans l'exemple de Bush de 2001 pour livrer la population à l'espionnage des services secrets.

Le 7 janvier, des centaines de milliers de jeunes et de travailleurs protestèrent spontanément contre le massacre de type fasciste à *Charlie Hebdo*, pour défendre les libertés démocratiques. Puis l'État bourgeois qui alimente le djihadisme a utilisé les deux attentats pour, au contraire, restreindre les libertés et militari-




L'hebdomadaire du PCF du 22 janvier appelle à l'unité nationale avec le Medef et l'UMP. Le « Front de gauche » (PCF, scission PdG du PS, groupuscule souverainiste, débris maoïste et scissions du NPA) propage les illusions dans la démocratie bourgeoise (le bulletin de vote) contre la révolution (caricaturée par le pavé).

| | nombre | % inscrits | % votes |
|---|---|---|---|
| Inscrits | 42 694 326 | | |
| Abstentions | 21 274 933 | 49,83 | |
| Votants | 21 419 393 | 50,17 | |
| Blancs | 703 879 | 1,65 | 3,29 |
| Nuls | 343 454 | 0,8 | 1,6 |
| Exprimés | 20 372 060 | 47,72 | 95,11 |

| Binômes de candidats | voix 1er tour | % inscrits | % voix |
|---|---|---|---|
| Binôme Extrême gauche | 14 723 | 0,03 | 0,07 |
| Binôme du Front de Gauche | 962 383 | 2,25 | 4,72 |
| Binôme du Parti de Gauche | 12 027 | 0,03 | 0,06 |
| Binôme du Parti communiste français | 269 205 | 0,63 | 1,32 |
| Binôme du Parti Socialiste | 2 704 544 | 6,33 | 13,28 |
| Binôme Union de la Gauche | 1 667 533 | 3,91 | 8,19 |
| Binôme Divers gauche | 1 383 291 | 3,24 | 6,79 |
| **Partis ouvriers** | **7 013 706** | **16** | **34** |

| Binômes de candidats | voix 1er tour | % inscrits | % voix |
|---|---|---|---|
| Binôme du Parti radical de gauche | 62370 | 0,15 | 0,31 |
| Binôme d'Europe-Ecologie-Les Verts | 412728 | 0,97 | 2,03 |
| Binôme Divers | 271001 | 0,63 | 1,33 |
| Binôme du Modem | 72410 | 0,17 | 0,36 |
| Binôme Union du Centre | 58985 | 0,14 | 0,29 |
| Binôme Union Démocrates et Indépendants | 263085 | 0,62 | 1,29 |
| Binôme Union pour un Mouvement Populaire | 1337365 | 3,13 | 6,56 |
| Binôme Union de la Droite | 4256292 | 9,97 | 20,89 |
| Binôme Debout la France | 81981 | 0,19 | 0,4 |
| Binôme Divers droite | 1386578 | 3,25 | 6,81 |
| Binôme Front National | 5142177 | 12,04 | 25,24 |
| Binôme Extrême droite | 13382 | 0,03 | 0,07 |
| **Partis bourgeois** | **13 358 354** | **29** | **61** |

ser la société, tout cela au nom de *Charlie Hebdo* qui était radicalement antimilitariste !

Les organisations créées historiquement par la classe ouvrière, loin de démonter l'escroquerie, l'ont menée à bien (PS) ou s'y sont associées (PCF, PdG, CGT, FO, FSU, UNSA...). Les rares qui n'y ont pas succombé ont camouflé la trahison des précédentes (LO, NPA).

Le 11 janvier, après avoir invité Le Pen à l'Élysée, le gouvernement Hollande-Valls qui occupe le Mali et qui bombarde l'Irak, qui matraque les réfugiés syriens et irakiens à Calais, a proclamé « l'union nationale » avec le Medef et l'UMP, qu'il a même étendue au colonisateur israélien et massacreur d'Arabes Netanyahou, ainsi qu'à un certain nombre d'autres tyrans.

Les élèves et les enseignants qui se rebiffaient contre « l'union nationale » ont été sanctionnés par l'appareil de l'État bourgeois. Par exemple, Jean-François Chazerans, professeur de philosophie du lycée Victor Hugo de Poitiers et militant de Droit au logement, a organisé un débat dans une classe de terminale sur les attentats. Il a été arrêté par la police après délation d'un parent d'élève, mis en garde à vue par la police pendant 8 heures pour *« apologie du terrorisme »*, suspendu par le Recteur, sanctionné le 27 mars par un envoi à 70 kilomètres comme remplaçant à Thouars.

La caporalisation de l'école est approfondie par le gouvernement PS-PRG, avec 11 mesures présentées le 22 janvier par la ministre de l'Éducation nationale. Il est prévu dès la rentrée 2015 pour recruter les enseignants d'*« évaluer la capacité des candidats à faire partager les valeurs de la République »*. Le ministère veut aussi livrer l'école aux *« citoyens volontaires »* pour parler des *« valeurs de la République »*. Il est acté que 1 000 formateurs arriveront dans les établissements pour organiser un *« parcours citoyen »* du cours préparatoire à la classe terminale qui passera par la célébration du drapeau et de *La Marseillaise*. Il y aura plus d'argent pour les établissements publics d'insertion de la Défense (Epide) pour encadrer plus de jeunes en échec scolaire au moyen d'une formation *« d'inspiration militaire »*.

En janvier, le gouvernement Hollande-Valls a fait voter, dans l'élan, la continuation des bombardements de l'Irak (sans opposition des « frondeurs » PS, ni du Front de gauche). Depuis, il a envoyé le porte-avion Charles de Gaulle dans le Golfe arabo-persique. Avec

Vigipirate, il utilise l'armée comme force de police intérieure, 10 000 militaires quadrillant désormais les villes. L'armée impérialiste, composée depuis Chirac de mercenaires bien payés, échappe aux coupes budgétaires.

> *M. Hollande avait déjà annoncé, lors de ses vœux aux armées le 21 janvier, qu'il épargnerait 7 500 postes. Le ministre et le chef d'état-major en ont obtenu 11 000 de plus mercredi. (Le Monde,* 13 mars 2015)

Le 19 mars, le Conseil des ministres a adopté un projet de loi « sur le renseignement » pour plus d'espionnage, plus de police politique. L'État bourgeois français veut une surveillance de masse de sa propre population, sans le dire, exactement comme son homologue américain.

La DGSI et la DGSE pourraient surveiller dans sept domaines : défense nationale, intérêt de la politique étrangère, intérêt économique ou scientifique majeur, prévention du terrorisme, prévention de la criminalité organisée, prévention de la prolifération des armes de destruction massive, prévention des violences collectives portant gravement atteinte à la paix publique.

Les personnes visées par le projet seraient plus nombreuses : tout l'entourage des suspects, toute personne pouvant présenter une menace.

Les moyens d'espionnage seraient multipliés : des logiciels espions chez les fournisseurs d'accès à internet, des appareils de géolocalisation, des capteurs de proximité pour téléphone mobile… afin d'intercepter les conversations téléphoniques, les données, localiser les personnes, capter les courriels.

Des précautions antérieures seraient supprimées : les professions protégées (avocats, médecins, journalistes) ne le sont plus ; le contrôle antérieur et postérieur est réduit.

Les 16 lois déjà adoptées par l'État français en 20 ans n'ont pas protégé l'équipe de *Charlie Hebdo,* ni les Juifs qui faisaient leurs emplettes. Par contre, si ce projet était adopté, les services secrets auraient les mains libres bien au-delà du terrorisme réactionnaire : il leur suffirait d'invoquer *« l'exécution des engagements internationaux »* ou *« la prévention des violences collectives »* pour espionner les militants et les organisations ouvrières.

## Sans perspective révolutionnaire, on ne vaincra ni le chômage, ni le FN

À juste titre, les professeurs du lycée Paul-Éluard de Saint-Denis ont refusé de recevoir le 22 mars les sénateurs UMP et PRG qui venaient enquêter sur les résistances aux *« valeurs républicaines »*, c'est-à-dire à l'imposition de la minute de silence par l'État bourgeois aux lycéens en janvier.

À juste titre, l'assemblée générale commune des travailleurs de Radio-France a décidé le 18 mars la grève générale contre leur employeur, en fait l'État, jusqu'au retrait du projet de licenciement de 300 personnes. Le premier ministre, qui est membre d'un parti qui s'appelle « socialiste », ne prend pas parti contre les licenciements, mais contre la grève.

> *Il faut que cette grève s'arrête. Il faut que le dialogue social reparte sur de bonnes bases.* (Valls, *iTélé,* 27 mars)

Pour mettre un terme aux reculs et aux défaites auxquels conduisent la collaboration de classe menée par le PS au gouvernement et les directions syndicales, leur « dialogue social » et leurs « journées d'action » impuissantes, il faut la grève générale à l'échelle de tout le pays, il faut un gouvernement ouvrier, un gouvernement qui s'appuie sur la lutte des travailleurs et qui soit sous leur contrôle.

> *Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas… Le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation.* (Marx, *Manifeste du parti communiste*, décembre 1847)

Pour contrer le FN, pour interdire le retour au pouvoir de Sarkozy et de l'UMP, les travailleurs et la jeunesse doivent s'en prendre au capitalisme. Pour cela, il leur faut un instrument. Les travailleurs seront toujours trahis tant qu'il n'existe pas une alternative au PS, au



PdG et au PCF, réformistes en paroles, sociaux-impérialistes dans les faits.

La dispersion actuelle des révolutionnaires prolétariens dans le monde et dans ce pays les voue partout à l'impuissance : il faut les regrouper sur le cadavre des sectes et du centrisme qui refusent de combattre les agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier. La jeunesse révolutionnaire doit pouvoir trouver une organisation communiste internationaliste qui construit une internationale ouvrière et qui publie un journal communiste pour tout le pays.

> *L'objectif immédiat ne peut pas être d'appeler toutes les forces à se lancer dès maintenant à l'attaque, mais d'appeler à mettre sur pied une organisation révolutionnaire capable de rassembler toutes les forces et d'être le dirigeant non seulement en titre, mais réel, du mouvement, c'est-à-dire une organisation toujours prête à soutenir chaque protestation et chaque explosion, en les mettant à profit pour accroître et endurcir une armée apte à livrer le combat décisif.* (Lénine, *Par où commencer ?* mai 1901)

Dotée d'une organisation nationale, sur les lieux de travail, d'études et de vie, dans les assemblées générales, au sein des syndicats de salariés, dans les partis ouvriers existants, l'avant-garde pourra combattre les bureaucraties syndicales corrompues, exiger qu'elles rompent toute négociation des plans du gouvernement, préparer la grève générale pour arracher les revendications ouvrières, démanteler l'État bourgeois, dresser contre lui les organes de la lutte du type Commune de Paris de 1871 et soviets de 1917.




- Annulation de toutes les sanctions contre les élèves et les enseignants qui ont défié la caporalisation étatique de l'école ! Abrogation de la loi Chirac de 2004 contre le voile des lycéennes et de la circulaire Chatel de 2012 contre le voile des mères d'élèves ! Indépendance pédagogique des enseignants et respect des élèves !
- Retrait du projet Valls d'espionnage généralisé ! Fin des manœuvres militaires dans les villes ! Autodéfense des luttes ouvrières, des manifestations, des locaux, des quartiers populaires !
- Annulation de la dette publique ! Abrogation de la loi Macron ! Retrait du projet de loi Touraine contre la santé publique ! Rétablissement de la retraite pleine et entière après 37,5 annuités ! Rattrapage du pouvoir d'achat perdu des salaires, des pensions, des prestations sociales ! Augmentation des salaires de tous les salariés ! Du travail pour tous en partageant le travail disponible sans perte de salaire !
- Aucun revenu de député, de maire ou de permanent syndical au-dessus du salaire d'un travailleur qualifié ! Sortie des représentants syndicaux des conseils d'administration des groupes capitalistes ! Boycott du Conseil d'orientation des retraites ! Expulsion des patrons des caisses de sécurité sociale qui gèrent des parts de notre salaire !
- Véritable droit à l'avortement ! Liberté de choisir librement sa mort ! Aucune subvention à aucune religion, à aucun clergé, aux écoles aux mains des obscurantistes ! Expulsion des prêtres de toutes les obédiences du Comité national d'éthique !
- Annulation des créances des banques françaises et de l'État français sur la Grèce ! Mêmes droits pour tous les travailleurs ! Droit de circuler pour les étudiants et les travailleurs !
- Arrêt immédiat des interventions militaires à l'étranger ! Fermeture des bases militaires à l'étranger ! Sortie de l'OTAN ! Milice populaire sous contrôle syndical au lieu de l'armée de mercenaires professionnels !
- Gouvernement des travailleurs ! Expropriation des banques et des autres grands groupes capitalistes ! États-Unis socialistes d'Europe et Fédération socialiste de la Méditerranée !

29 mars 2015

# Le gouvernement veut ponctionner 3 milliards d'euros sur les hôpitaux

Les syndicats réactionnaires de médecins libéraux font pression sur le gouvernement pour qu'il renonce à une de ses rares mesures progressistes, la généralisation du tiers payant. Le 20 février, la ministre de la Santé Touraine a annoncé 4 « groupes de travail » avec tous les partenaires de la santé pour peaufiner le projet de loi que le gouvernement va soumettre au parlement fin mars.

Peu après, *Challenges* a révélé le 27 février les plans du gouvernement pour économiser les 3 milliards d'euros prévus au budget 2015 de la Sécurité sociale.

## De nouvelles restrictions aux soins, des attaques contre les travailleurs de la santé

Incapables de faire payer les capitalistes, tous les gouvernements bourgeois coupent en temps de crise dans les retraites des salariés, les allocations aux chômeurs, l'enseignement et la santé.

En France, selon le gouvernement PS-PRG, il faudrait priver les hôpitaux, déjà étranglés, de 3 milliards d'euros. Alors que, selon *Le Monde* du 1er mars, la fraude fiscale s'élève, rien que pour la TVA, au bas mot à 10 milliards (estimation du ministère de l'Économie), voire à 25 milliards (celle de la Commission européenne). Les exonérations de cotisations sociales s'élevaient déjà à 26 milliards d'euros en 2013 (estimation ACOSS), avant les nouvelles du « pacte de responsabilité » (10 milliards d'euros).

L'épidémie de grippe a déjà révélé les conséquences de la pénurie de personnel dans les hôpitaux. Les services d'urgence se sont trouvés dans l'impossibilité d'accueillir les patients. Le gouvernement Hollande-Valls-Touraine, pourtant, poursuit l'étranglement de la santé publique.

Le projet de loi Touraine obligerait les établissements à se regrouper au sein de « groupements hospitaliers de territoires » d'ici 2016, afin de livrer la santé aux cliniques privées, afin de fermer davantage de lits, de services, d'établissements de proximité et de supprimer des postes de la santé publique.

Dans les faits, le droit à l'avortement serait remis en cause. Alors que 180 centres IVG ont déjà été fermés en dix ans à cause de la tarification à l'acte (T2A, sous Chirac, 2004) et de la loi Bachelot (HPST, sous Sarkozy, 2009), ils seraient encore les victimes des nouvelles restructurations.

Le secteur psychiatrique est déjà particulièrement victime des économies. En un mois, l'hôpital du Vinatier à Lyon a connu une agression et trois suicides (deux patients et un soignant).

La réduction du temps d'hospitalisation permettrait aussi d'économiser 600 millions d'euros, la chirurgie ambulatoire 400 millions.

860 millions d'euros doivent être gagnés au détriment du personnel hospitalier. Le gouvernement prévoit de supprimer 22 000 postes (2 %) et d'étendre la sous-traitance. Les droits des travailleurs des hôpitaux publics vont être remis en cause par le travail en 12 h, le rappel sur les jours de repos, la suppression de RTT, la remise en cause de l'avancement, le développement de la précarité (déjà 16 % des emplois).

## Pour défendre nos droits, il faut affronter le gouvernement

Pour arracher les revendications, pour abolir toutes les mesures précédentes, pour empêcher les nouvelles attaques, il faut rompre avec le « dialogue social » et préparer la grève générale de la santé. Or, les bureaucraties syndicales continuent à répondre aux convocations gouvernementales et à lui faire des « propositions ». Or, les fédérations syndicales de la santé épuisent la combativité dans des actions dispersées et une énième journée d'action le 9 avril dépourvue d'objectif clair.

Les travailleuses et les travailleurs doivent s'organiser pour que les syndicats, les assemblées générales, les coordinations élues luttent pour :

- Non à la coupure de 3 milliards ! Rétablissement et ouverture des services nécessaires ! Embauche des personnels nécessaires dans la santé publique ! Titularisation des précaires !
- Nationalisation sans indemnité ni rachat des cliniques privées, des labos pharmaceutiques, des groupes financiers de l'assurance santé !
- Abrogation des lois T2A et HPST ! À bas le budget 2015 de la Sécu ! Retrait du projet de loi Hollande-Valls–Touraine ! Boycott de toutes les négociations du projet !
- Gratuité de tous les soins ! Abrogation de toutes les exonérations de cotisations sociales des patrons ! Une sécurité sociale unifiée gérée par les syndicats de travailleurs !
- Gouvernement des travailleurs, seul capable de sauver la santé publique et d'affronter les groupes capitalistes !

8 mars 2015

# De quoi l'affaire Lepaon est-elle le symptôme ?

Entre octobre et décembre 2014, la presse révèle que le secrétaire général de la CGT Thierry Lepaon a fait rénover son appartement de fonction pour 100 000 euros, a fait refaire son bureau au siège de Montreuil pour 62 000 euros, a obtenu pour son départ du Comité régional CGT de Basse-Normandie environ 100 000 euros… Le PCF vole à son secours : s'en prendre au parasite du syndicat, c'est s'en prendre au syndicat.

> *De sous-entendus en sous-entendus, de témoignages anonymes en propos de proches du dossier, le mal court. Objectif : lyncher Thiery Lepaon pour avoir la peau de la CGT.* (*L'Humanité dimanche,* 4 décembre)

> *Tous pourris à la CGT comme ailleurs ? C'est la sale petite musique que tente de distiller le cirque médiatique qui se déchaîne contre Thierry Lepaon. Tout semble se dérouler selon un plan savamment orchestré. Des « révélations » distillées l'une après l'autre dans* Le Canard enchaîné *puis* L'Express. *Un peu de vrai, beaucoup de faux.* (*L'Humanité*, 13 décembre)

Beaucoup de vrai, en fait. Son prédécesseur Thibault jouit, quant à lui, d'une sinécure bien rétribuée au Bureau international du travail.

En mars 2013, Thierry Lepaon le remplace, non sans mal. Sous la houlette de Lepaon, la direction de la CGT poursuit la ligne de Thibault : défense de « la France », mise en avant d'un prétendu intérêt national et acceptation dans ce cadre du « dialogue social », de la négociation de tous les projets contre les travailleurs, dissipation de la combativité dans des « journées d'action » sans but réel et, si nécessaire dans un site donné (ex : PSA Aulnay) ou une entreprise donnée (SNCF), des grèves reconductibles isolées les unes des autres, cogestion de la Sécurité sociale et des grandes entreprises (par les conseils d'administration d'EDF, Orange, La Poste…), appartenance aux organismes d'intégration des syndicats (Conseil économique, social et environnemental, Conseil d'orientation des retraites…).

Lepaon a été formé à cette école de collaboration de classe et de corruption : membre du conseil d'administration de Moulinex de 1996 à 2001 puis du Conseil économique, social et environnemental de 2010 à 2013 (il y présente une méthode pour privatiser la SNCF). Parallèlement à la vice-présidence du CESE, Lepaon est membre alors du discret club Quadrilatère qui rassemble depuis 1992 autour d'un bon repas des directeurs de ressources humaines de grands groupes capitalistes, des hauts fonctionnaires, des journalistes et des dirigeants syndicaux CGT, CFDT, FO.

Les montants de l'affaire Lepaon sont dérisoires à côté des rémunérations et patrimoines des capitalistes, mais témoignent que les bureaucrates, surtout au sommet des appareils syndicaux, vivent très différemment des travailleurs ordinaires.

Certesz, toute organisation ouvrière significative nécessite un appareil, mais celui de la CGT a échappé voici un siècle au contrôle des travailleurs, pour muer en une bureaucratie au service de la classe dominante, dégénérescence qu'il partage avec les partis sociaux-patriotes PS et PCF.

> *La possession des colonies… signifiait une masse de surprofits et de privilèges particuliers pour la bourgeoisie et aussi la possibilité d'abord pour une faible minorité de petits bourgeois et ensuite pour les employés les mieux placés, les permanents du mouvement ouvrier… de recevoir des miettes de ces profits coloniaux et de ces privilèges.* (Lénine, *Sous un pavillon étranger,* février 1915)

Dans les entreprises de plus de 5 000 salariés, un ou deux syndicalistes au moins siègent au conseil d'administration ou au conseil de surveillance de l'entreprise. Ils touchent la même rémunération pour cela que les administrateurs actionnaires. Sans parler des versements occultes par l'UIMM-Medef, les organisations syndicales sont aussi financées indirectement (dégrèvement fiscal) ou directement par l'État bourgeois (subvention). Ce sont les bases bien matérielles, que LO, le NPA, le POI et leurs satellites taisent pudiquement, de la défense par la bureaucratie syndicale de *« la France »* et de *« la République »* ainsi que leur participation au *« dialogue social ».*

Sans des rivalités au plus haut niveau de la confédération, ni les syndiqués CGT dont l'abnégation et le courage font de cette organisation la plus grosse centrale syndicale, ni les travailleurs salariés en général n'auraient rien su des turpitudes du secrétaire général.

Durant tout l'automne 2014, des sections et des syndicats, des structures géographiques et fédérales, monte l'exigence d'un congrès. Il n'y en aura pas.

Après bien des manoeuvres dilatoires, Lepaon s'en va sans gloire en janvier 2015 après avoir désigné un successeur, Philippe Martinez. Le choix est ratifié par la Commission exécutive. La bureaucratie a mis fin, entre soi, à la crise. Elle a évité que la base se mêle de ses propres affaires et reprenne le contrôle de sa propre organisation. Elle a gardé les rênes de la confédération, en sacrifiant Lepaon, pour préserver ses privilèges et poursuivre dans la voie du syndicalisme de proposition, du dialogue social

et de la cogestion. Par exemple, la CGT discute actuellement l'application du « pacte de responsabilité » dans plusieurs branches : bâtiment, plasturgie, bureaux d'études et sociétés de conseil, entreprises et exploitations agricoles, industries agro-alimentaires, industrie pharmaceutique, entreprises de la propreté.

Les travailleuses et les travailleurs ont plus que jamais besoin d'un syndicalisme unifié pour mener leur lutte de classe. La bureaucratie corrompue et intégrée de tous les syndicats doit être affrontée si les travailleurs veulent pouvoir lutter efficacement contre les exploiteurs et l'État bourgeois.

Pour cela, il faut s'organiser dans tous les syndicats à influence de masse pour exiger la rupture du dialogue social, la lutte effective pour les revendications (en particulier des chômeurs et des salariés les plus exploités et les plus opprimés), la démocratie ouvrière (dans les syndicats eux-mêmes et lors des luttes collectives), la fusion en une seule centrale démocratique, l'autodéfense (des luttes, des manifestations, des locaux)…

3 mars 2015

# En défense de la mémoire de Cabu, Charb, Honoré, Tignous et Wolinski

Nous nous excusons auprès de nos lecteurs et de la LTF pour avoir laissé passer une coquille dans le premier tirage de *Révolution communiste* n° 9 (« *islamophile* » au lieu de « *islamophobe* », p. 3). Comme nous l'avons rectifié pour le second tirage, il fallait lire : *« Charlie Hebdo n'est ni une « presse bourgeoise islamophobe » (LTF), ni un « journal anarcho-trotskyste » (Jean-Marie Le Pen) ».*

La déclaration de la LTF du 7 janvier donnait pour seule preuve que *Charlie Hebdo* ciblait la religion des opprimés : « *le numéro paru le jour des meurtres faisait en première page la promotion du dernier brûlot raciste et islamophobe de Michel Houellebec ».* La LTF sert une version sophistiquée de la justification islamiste : *« ils l'ont bien cherché ».* Et les victimes à *l'Hyper Cacher* de l'opération concertée des mêmes fanatiques, n'étaient-elles pas un peu coupables, en vendant ou en achetant des aliments conformes à la religion israélite ?

*Charlie Hebdo* n'était certes pas communiste révolutionnaire : politiquement, il charriait plutôt un fourre-tout d'anarchisme, d'écologisme, de pacifisme, de keynésianisme… En tout cas, il mêlait aussi antiracisme, anticléricalisme et antimilitarisme à un ingrédient qui semble étranger à la LTF, le sens de l'humour. Si quelqu'un n'aimait pas cet humour, il n'était pas obligé d'acheter ce journal. Si un bigot n'aimait pas les illustrations de *Charlie Hebdo*, il n'était pas forcé de les regarder, pas plus que les sculptures antiques. Pour notre part, nous sommes fiers d'avoir publié, de leur vivant, des dessins de Cabu, de Charb et d'Honoré.

Première calomnie : *Charlie Hebdo* faisait la promotion d'un brûlot islamophobe.

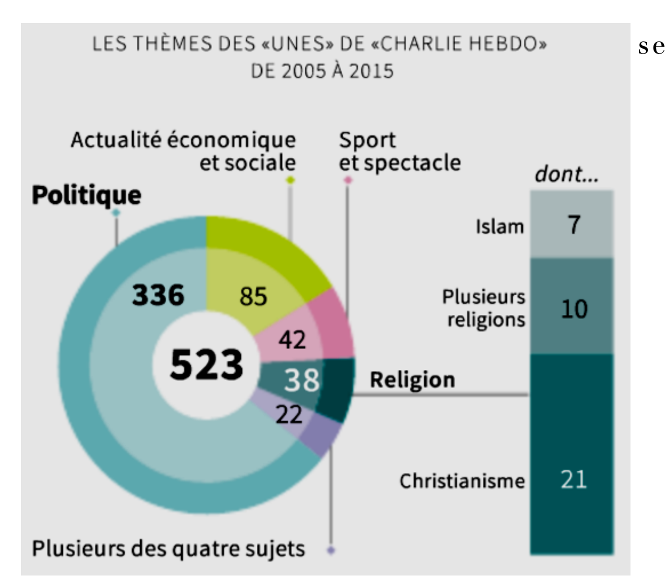
Nous ne sommes pas sûrs que quiconque à la LTF ait lu le roman en question, mais nous sommes certains que l'auteur(e) de la déclaration prend ses lecteurs pour des imbéciles. Quand un journal satirique se moque en *« première page »* d'un romancier, il ne s'agit pas d'une *« promotion ».* Si c'était vrai, le cas de *Charlie* s'aggraverait : ses *« premières pages »* auraient fait l'apologie de l'expulsion des immigrés, des licenciements patronaux, des guerres françaises en Afrique, des manifestations contre les homosexuels, de Sarkozy, de la famille Le Pen, des papes catholiques… Les tueurs réactionnaires, eux, n'ont pas confondu *Valeurs actuelles* ou *Minute* avec *Charlie Hebdo.*




La couverture du dernier numéro avant l'attentat. Dans un des dessins qu'il contenait, Houellebecq est assis sur les genoux de Le Pen (FN) qui lui explique qu'il sera l'équivalent pour elle de l'écrivain Malraux pour De Gaulle.

Deuxième calomnie : *Charlie Hebdo* fait partie de la presse islamophobe.

Le quotidien danois *Jyllands-Posten* a publié en 2005 des caricatures qui




se moquaient de l'islam, alors qu'il n'a jamais fait la même chose envers la religion chrétienne. C'est un procédé islamophobe quelle que soit la qualité intrinsèque des dessins, mais de toute façon moins grave que les bombardements impérialistes ou les mesures contre les travailleurs étrangers que soutient ce journal bourgeois.

Aucun rapport avec *Charlie Hebdo* qui a toujours défendu les travailleurs immigrés et s'est moqué de toutes les religions. Il était un encouragement à la liberté artistique et à la laïcité bien au-delà des frontières de la petite France. Sur leur terrain, à leur manière, les dessinateurs de *Charlie Hebdo* poursuivaient l'oeuvre des Lumières, des encyclopédistes du 18e siècle.

> *Engels a toujours recommandé aux dirigeants du prolétariat contemporain de traduire, pour la diffuser en masse parmi le peuple, la littérature militante des athées de la fin du 18e siècle. À notre honte, nous ne l'avons pas fait jusqu'à présent... On se plaît à dire, par exemple, que la vieille littérature athée du 18e siècle est désuète, non scientifique, puérile, etc. Rien de pire que ce genre de sophismes pseudo- -scientifiques qui masquent soit le pédantisme, soit une incompréhension totale du marxisme.* (Lénine, *La Portée du matérialisme militant,* 12 mars 1922)

Troisième calomnie : *Charlie Hebdo* fait partie de la presse bourgeoise.

Avec *Siné Mensuel* et *Le Canard enchaîné*, pour qui Cabu dessinait aussi, *Charlie* était un des rares journaux sans publicité et indépendants de tout groupe capitaliste. Les deux tueurs ont demandé qui était Charb, en entrant dans la salle de rédaction. Charb était le rédacteur en chef de *Charlie Hebdo*. Il n'était pas lié au capital mais au mouvement ouvrier (CGT, PCF, LCR-NPA). À ses obsèques, ses proches ont chanté *L'Internationale*.

Ce que prône de fait la LTF, c'est l'autocensure sur la religion musulmane, exactement ce qu'exigent les salafistes et les djihadistes, et qu'ils imposent par la violence où ils le peuvent. La logique est de justifier des interdictions à l'encontre de toute forme d'art qui choquerait les obscurantistes, sous prétexte que telle ou telle religion est celle d'opprimés.

Or, il n'y a pas de religion qui ne soit pas professée par des opprimés, à l'échelle mondiale. Les communistes internationalistes en tiennent compte. Ils défendent les droits des minorités religieuses, en France comme en Irak. Par exemple, ils s'opposent ici aux mesures contre les filles et les femmes qui portent un foulard musulman. Mais ils n'oublient pas pour autant que toutes les religions, sans exception, justifient l'oppression et l'exploitation, ni que les clergés servent la réaction.

> *Le marxisme considère toujours la religion et les églises, les organisations religieuses de toute sorte existant actuellement comme des organes de réaction bourgeoise, servant à défendre l'exploitation et à intoxiquer la classe ouvrière.* (Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion,* 13 mai 1909)

Pour leur part, les communistes internationalistes ne flattent pas l'arriération, religieuse ou autre. Par conséquent, ils sont partisans de la laïcité de l'État. Par conséquent, ils s'opposent à l'autocensure et à la censure étatique, même pour les romans de Céline, les concerts d'Atzmon ou les spectacles de Dieudonné.

> *Chacun est libre d'écrire et de dire tout ce qu'il veut, sans la moindre restriction. La liberté de parole et de la presse doit être entière.* (Lénine, *L'Organisation du parti et la littérature du parti,* 12 novembre 1905)

Hommage à Cabu, Charb, Honoré, Tignous et Wolinski, artistes tombés sous les balles de fascistes !


Paris, 10 janvier, les survivants manifestent, certains le poing levé



# 23e congrès de Force ouvrière, février 2015

La France se caractérise par un émiettement syndical incroyable, puisqu'il existe actuellement 8 confédérations de salariés : CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, UNSA, Solidaires, CNT, sans parler d'organisations syndicales autonomes comme la FSU dont l'effectif est plus important que celui de plusieurs des confédérations.




## La collaboration de classes ratifiée, Mailly plébiscité

Réuni à Tours du 2 au 6 février, le congrès de la CGT-Force ouvrière, la 3e centrale syndicale, a rassemblé 3 000 délégués représentant officiellement 500 000 adhérents. Alors que les syndiqués sont à 45 % des femmes, elles ne sont que 2 sur les 35 membres de la direction confédérale.

Le congrès a adopté à 97 % le rapport d'activité de la direction sortante. Jean-Claude Mailly a été réélu secrétaire général avec 99 % des voix, ce qui contraste avec les difficultés de direction de la CGT. Voter le rapport d'activité, c'est approuver le bilan de la direction : quatre ans de cogestion avec le patronat (CNAV, COR…), de discussion des plans anti-ouvriers (« dialogue social »), voire de signatures des coups portés par les capitalistes et leur gouvernement.

> *Plusieurs accords ont été négociés au niveau interprofessionnel depuis 2012. Certains que nous n'avons pas signés tels ceux relatifs à la sécurisation de l'emploi ou à la qualité de la vie au travail, d'autres sur lesquels nous avons apposé notre signature en prenant nos responsabilités. Je veux parler de ceux relatifs à la formation professionnelle, aux retraites complémentaires et à l'assurance chômage, le dernier accord signé par FO étant celui relatif au contrat de sécurisation professionnelle.* (Mailly, *Discours au 23e congrès FO,* 2 février 2015)

Voter le rapport d'activité, c'est aussi avaliser l'organisation en octobre 2014 par le syndicat de la police FO d'une campagne contre les réfugiés syriens et irakiens de Calais qui veulent partir en Grande-Bretagne, en collusion avec le FN.

Ce 23e congrès a également adopté une résolution finale à l'unanimité moins 12 voix contre et 23 abstentions, qui se conclut sur la défense de la *« République »* et pour une journée d'action.

> *Tout en soulignant que l'action commune bien définie, sur des revendications claires, est un gage d'efficacité, le congrès arrête le principe d'une journée nationale de grève interprofessionnelle et de manifestations, dont une à Paris, contre l'austérité et pour l'aboutissement des revendications.* (*Résolution générale,* 6 février 2015)

Voter pour la défense de la République, c'est ratifier la participation de FO à l'opération d'union nationale du gouvernement en janvier 2015 avec le Medef, l'UMP et même le premier ministre israélien et les monarques du Golfe, c'est préconiser la collaboration de classes, c'est faciliter la besogne du parti fascisant avec la recherche d'un exutoire à l'étranger (l'Union européenne), c'est renforcer l'appareil de répression « de la République » contre les pays dominés, les manifestants, les grévistes, les travailleurs sans papiers.

Voter la résolution finale et sa « journée d'action » bidon, c'est s'opposer à la grève générale jusqu'à l'annulation de toutes les dispositions anti-ouvrières, jusqu'au retrait de tous les projets réactionnaires contre l'hôpital public (projet de loi Touraine) et contre les libertés (projet de loi Valls). C'est préparer de nouvelles défaites.

## Le POI, larbin de la bureaucratie syndicale

La presse bourgeoise prétend qu'il y a une forte présence trotskyste dans FO.

> *M. Mailly a su pacifier la mosaïque de sensibilités qu'il dirige et instaurer une sorte de paix des braves entre les réformistes - majoritaires à 60 % au sein de la commission exécutive de 35 membres - et les trotskystes, 30 %.* (*Le Monde,* 1er février 2015)

Rien n'est plus faux. Les votes du 23e congrès de Force ouvrière montrent que le POI est aussi social-patriote que les chefs de FO et confirment que nombre de responsables du POI font depuis longtemps partie intégrante de la bureaucratie de FO.

S'il y avait eu des communistes internationalistes dans ce congrès, elles et ils auraient voté contre le rapport d'activité, contre la réélection de Mailly, contre la résolution finale.

S'il y avait eu des communistes internationalistes dans ce congrès, elles et ils auraient exigé la rupture avec la cogestion et le « dialogue social », le boycott du Conseil d'orientation des retraites et du Conseil économique (CESE)…

S'il y avait eu des communistes internationalistes dans ce congrès, elles et ils se seraient battus pour la défense des précaires et des immigrés, pour une seule centrale syndicale, pour des assemblées générales unies qui décident, pour des comités élus et centralisés pour diriger les luttes et s'opposer au gouvernement bourgeois, pour l'expropriation de tous les groupes capitalistes.

15 mars 2015

# En France comme en Grèce, on ne peut aller




Le 29 janvier, l'hebdomadaire du PCF prétend que les élections suffisent pour tout changer en Grèce et en Europe. Le 11 mars, la presse bourgeoise révèle la capitulation en rase campagne du gouvernement Syriza-ANEL.

> *Peut-on aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme ?* (Lénine, *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer,* 14 septembre 1917)

Alors que le peuple grec est depuis 2009 soumis à une paupérisation sans précédent, avec une baisse moyenne des salaires réels de 38 %, un chômage à 27 % et à plus de 50 % pour les jeunes, des services publics en lambeaux, la victoire de Tsipras et de son parti, la Syriza, aux élections du 25 janvier a suscité l'intérêt de nombre de travailleurs et de jeunes partout en Europe et au-delà.

En effet, Syriza avait laissé croire qu'elle allait en finir avec l'austérité, en finir avec la dette, augmenter les salaires, réembaucher les fonctionnaires licenciés, arrêter les privatisations, etc. Au soir de la victoire électorale, Tsipras déclarait devant la foule rassemblée *« la Grèce tourne une page, la Grèce abandonne l'austérité catastrophique »*. Mais il n'aura pas fallu longtemps pour que la Syriza renie tous ses engagements.

La solidarité ouvrière avec le peuple grec exige en premier lieu de combattre en France pour exiger l'annulation pure et simple des quelques 40 milliards de la dette grecque détenue par l'impérialisme français. Mais le prolétariat et la jeunesse doivent également tirer les leçons politiques de ce qui se déroule sous leurs yeux en Grèce pour mener le combat en France : l'inefficacité des « journées d'action » à répétition, les limites du parlementarisme, les dangers mortels de la division des rangs ouvriers et de l'alliance avec la bourgeoisie…

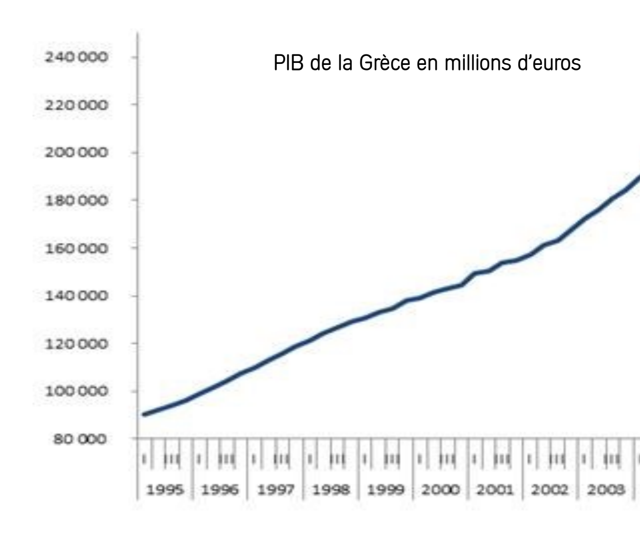
## Les journées d'action contre la grève générale

Le mécontentement de la population a été canalisé pendant 6 longues années par les élections organisées par la classe dominante (septembre 2007, octobre 2009, mai 2012, juin 2012) avec le soutien des partis ouvriers bourgeois (Syriza, KKE, Dimar). Les directions syndicales (Adedy, Gsee, Pame) ont multiplié les « journées d'action » impuissantes (32 !) pour empêcher la grève générale sans parler des milliers d'actions isolées, convoquées pour dissiper la colère des masses et permettre ainsi l'empilement des combinaisons gouvernementales qui se sont succédées au compte de la bourgeoisie depuis 2009. Toutes ont été soutenues par la Syriza, le KKE et l'Antarsya qui regroupe les centristes.

Alors que Hollande et le gouvernement Valls PS PRG accentuent jour après jour l'offensive contre les salariés, les jeunes, les immigrés, les directions syndicales participent toutes au dialogue social permettant l'élaboration et la prise en charge commune des réformes exigées par la bourgeoisie.

Dans le même temps, comme en Grèce, elles appellent à de sempiternelles journées d'action sans perspective comme une nouvelle fois les directions CGT, FO, FSU et Solidaires le 9 avril, dans le seul but de servir de soupape à la haine montante des travailleurs et de protéger le gouvernement de tout combat réel.

Il est absolument faux de prétendre, comme le fait LO que, pour les bureaucrates « *il s'agit de combattre le chômage et de lutter contre l'austérité* » et qu'à cette occasion, *« il est grand temps de montrer notre mécontentement »* ou comme le NPA que *« la journée de grève et de manifestation du 9 avril sera une étape importante dans le bras de fer avec*



*ce gouvernement, en particulier pour défaire la loi Macron ».* Ou bien comme le POI qui a jeté toutes ses forces dans la préparation de cette journée d'action en faisant croire qu'il s'agira du face à face entre la classe ouvrière et le gouvernement. Au contraire, cette journée d'action est toute entière organisée contre la perspective de grève générale contre le gouvernement.

## Le programme de Syriza : un couteau sans lame

Le programme de Syriza avancé par Tsipras à Thessalonique en septembre 2014 rappelle jusque dans ses termes les tartes à la crème réformistes du PCF ou du PdG en France : décliné en quatre chapitres allant du *« traitement de la crise humanitaire »* à la *« refonte citoyenne de l'État et des institutions »* en passant par *« la relance de l'économie réelle »* et *« la reconquête de l'emploi et la restauration du droit du travail ».*

Jamais il n'avance la moindre mesure pour s'attaquer réellement au capitalisme et à son État, pas plus qu'il en appelle à la mobilisation ouvrière pour imposer le contrôle ouvrier, créer la milice ouvrière, désarmer la police anti-émeute et les bandes fascistes, etc., rendant ainsi parfaitement illusoire la moindre mesure progressiste. Inexorablement, le gouvernement grec renvoie aux calendes l'augmentation promise du salaire minimum, la restauration des services publics, l'arrêt des privatisations, etc.

Une des premières mesures du gouvernement soviétique après la prise du pouvoir de 1917 avait été d'exproprier sans indemnité ni rachat les principales entreprises russes, de constituer une seule banque sous contrôle de l'État ouvrier. Aujourd'hui, en Grèce, bien loin de prendre une quelconque mesure de ce type, le gouvernement donne des gages à sa bourgeoisie et les armateurs peuvent expliquer avec un sourire narquois que si d'aventure le gouvernement s'avisait à leur réclamer des impôts, ils iraient battre pavillon ailleurs…


INFORMATIONS OUVRIÈRES
6 267
TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
POI
Défaite du gouvernement

Contre le gouvernement et l'austérité, En grève et dans la rue le 9 avril !
NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

Contre le pacte de responsabilité et la loi Macron, grève interprofessionnelle et montée à Paris le 9 avril à l'appel de la CGT, de la CGT-FO, de Solidaires et de la FSU ! Page 4

INFORMATIONS OUVRIÈRES, votre journal, abonnez-vous !

Les organisations « trotskystes » françaises sont non seulement semi-réformistes (silencieuses sur la nécessaire destruction de l'État bourgeois) mais de plus en plus partie prenante des appareils syndicaux (LO dans la bureaucratie CGT : le NPA dans celles de Solidaires, de la FSU et de la CGT ; le POI dans la bureaucratie FO).

## Le gouvernement Syriza/ANEL capitule devant la bourgeoisie grecque…

Dès le lendemain des élections, Tsipras s'allie avec un petit parti bourgeois réactionnaire, nationaliste et xénophobe, le parti des Grecs indépendants (ANEL) qui soutient, entre autres, les privilèges exorbitants de l'Église orthodoxe et qui est lié à l'état-major. Syriza justifie son alliance avec les bourgeois nationalistes de l'ANEL par la nécessité de former un gouvernement axé sur la défense de la nation contre le capital étranger. A peine formé, le gouvernement de front populaire se dit prêt à *« coopérer et négocier pour la première fois avec ses partenaires une solution juste, viable et qui bénéficie à tous ».*

Mais quelle solution peut-elle bénéficier à tous, à la fois au peuple grec réduit à la misère et en même temps à ses armateurs et ses banquiers, à ses créanciers qui le saignent ? C'est la fable du partage des richesses, capitalistes et travailleurs bras dessus bras dessous pour un monde meilleur ! La bourgeoisie grecque a depuis le mois de décembre organisé la fuite de ses capitaux, les armateurs, pas plus que l'Église qui est le plus gros propriétaire foncier du pays, ne paient d'impôts, les caisses de l'État sont presque vides et les bourgeoisies impérialistes européennes créancières, qui n'ont rien de philanthropes, exigent que le gouvernement grec respecte la totalité de ses engagements, non seulement qu'il rembourse les dettes rubis sur l'ongle mais aussi qu'il poursuive ses coups contre les travailleurs.

## ...et devant les impérialismes français et allemand

Pour la France, les règles de l'Union européenne ne s'appliquent pas ; à la Grèce, si.

L'impérialisme allemand donne le tempo à la Commission européenne et à l'Eurogroupe, autant pour des raisons financières (ne pas perdre un seul euro) que politiques (éteindre un foyer d'instabilité).

Une des premières mesures du gouvernement soviétique après la prise du pouvoir de 1917 avait été d'annuler purement et simplement la dette contractée par le régime tsariste. Respectueux du capitalisme, Syriza n'a jamais adopté un tel programme, mais s'est simplement prononcé pour une restructuration de la dette.

À peine nommés, le premier ministre Tsipras et le ministre de l'économie Varoufakis partent donc négocier la restructuration de la dette grecque, 320 milliards, 175 % du PIB, qui n'a fait qu'augmenter en dépit des coupes claires dans les budgets de la santé et de l'éducation (pas de l'armée) et des coups portés aux travailleurs par les précédents gouvernements.

Inexorablement, séances après séances, avec ou sans cravates et tout en jurant bien du contraire, les représentants du gouvernement de front populaire tombent de Charybde en Scylla, reculant sur tout, reprenant à leur compte l'une après l'autre toutes les exigences des bourgeoisies créancières, la quasi-totalité des plans antérieurs. Le 20 février, un accord est conclu entre l'Eurogroupe et le gouvernement Syriza-ANEL qui conditionne la prolongation de l'aide financière, et jusqu'au mois de juin seulement, à la poursuite des attaques. Étranglé financièrement par l'impérialisme, le gouvernement grec est aux abois. De la main droite, il signe sa capitulation tandis que de la main gauche il tente de rassurer ses partisans en prétendant qu'il ne fait que gagner du temps contre les créanciers.

> *Nous sommes prêts à renvoyer à plus tard l'application de certains engagements électoraux si cela s'avère nécessaire à donner confiance à nos partenaires.* (Varoufakis, *Corriere della Sera*, 14 mars)

En fait, c'est contre les travailleurs et les jeunes qu'il cherche à gagner du temps. Syriza tente de consoler les travailleurs avec des mots (« *la troïka* » est devenue *« les autorités »* mais les autorités ont toujours le droit de contrôle en Grèce) et en faisant miroiter des *« ambiguïtés créatrices »* fictives dans l'accord de capitulation. Le 18 mars, le parlement grec vote une loi dite « humanitaire » aux objectifs bien modestes : rétablir l'électricité chez les plus démunis, fournir une aide alimentaire aux plus défavorisés, augmenter les plus petites retraites. C'est encore trop pour les bourgeoisies européennes qui s'inquiètent du financement de ces quelques « mesurettes ». Et c'est sans doute pour les rassurer que cette loi prévoit également d'inciter fermement tous ceux qui n'ont pu payer leurs impôts du fait de la misère dans laquelle ils sont plongés à le faire en cent mensualités, cette dernière mesure devant toucher essentiellement les salariés, retraités et petits commerçants puisque les capitalistes en sont largement exonérés.

## Le KKE et la PAME : division et nationalisme

Usant d'un langage apparemment très radical et très anticapitaliste, le Parti communiste (KKE), son rassemblement syndical (PAME) et son organisation de jeunesse (KNE) critiquent férocement les positions conciliatrices de Syriza ainsi que celles des autres syndicats.

Mais la dénonciation qu'ils en font n'est jamais relayée par des propositions d'unité sur des positions de classe et sert uniquement à entretenir une profonde division des rangs ouvriers. Déjà à l'instar des autres directions syndicales, le PAME est à l'origine de la multiplication des journées d'action, baptisées sans vergogne « grèves générales ». Pire : quand les manifestants ont cherché à envahir le parlement qui votait pour le licenciement des fonctionnaires en octobre 2011, c'est le service d'ordre du KKE et de la PAME qui les en ont empêchés !

C'est sur la question du gouvernement que la duplicité du KKE est particulièrement élaborée. Voilà comment son secrétaire général présente son orientation dans une interview au journal *To Virna* du 10 janvier 2015, donc avant les élections. Il commence par critiquer la position commune à tous les autres partis, dont Syriza, de renégociation de la dette :

> *Par exemple, il y a un consensus entre les partis sur les grandes lignes stratégiques, malgré leurs différences. Entre autres, les partis sont d'accord sur la continuation de notre participation à l'UE et à l'eurozone, ainsi que sur la poursuite de la même route capitaliste vers le progrès et le développement. Ils sont aussi d'accord sur le besoin de négocier notre dette, même s'ils préconisent des recettes et des versions différentes. Tous les partis reconnaissent la dette comme une dette qui doit être payée par le peuple. Il y a alors une base objective de coopération entre les partis.*

Mais alors, que faire ? Rejetant le PASOK qui a gouverné en prenant totalement en charge les exigences de la bourgeoisie, les masses ont assez largement voté pour Syriza et pour le KKE dans une moindre mesure, avec leurs espoirs et leurs illusions. Mais le KKE, fidèle à sa ligne stalinienne, tourne évidemment le dos à tout combat de front unique, il prétend fermer les frontières à la Pol Pot, il n'avance pas un instant un quelconque mot d'ordre de gouvernement Syriza/KKE pour l'annulation complète de la dette, pour l'expropriation des banques et des entreprises, pour les États-Unis socialistes d'Europe, etc., pas plus avant qu'après les élections. Ce mot

d'ordre qui permettrait en Grèce de démasquer les garants de l'État bourgeois tout en mobilisant les masses en les organisant sur la ligne du gouvernement ouvrier, le KKE n'en veut pas. Au contraire, tirant le tapis à tout combat réel pour la prise du pouvoir, il renvoie les masses à plus tard :

> *Il va sans dire que le KKE n'est pas indifférent à la question de gouverner. Il déclare clairement qu'il sera présent au gouvernement quand le peuple prendra le pouvoir, la richesse sera immédiatement socialisée, nous nous dégagerons de l'UE et de l'OTAN qui empêchent le développement en faveur du peuple et compromettent les droits souverains du peuple et de notre pays. Ce gouvernement annulera tout de suite les memoranda, les décrets d'application et procédera sans doute à l'effacement unilatéral de la dette. Vous comprenez bien sûr que nous parlons d'une politique, d'une organisation sociale et d'une économie radicalement différentes.*

Quand le peuple prendra le pouvoir, mais en attendant pas question de lui ouvrir la moindre route ! A aucun moment, pas plus que Syriza, le KKE n'a tenté, grâce à des soviets, de permettre aux travailleurs de débattre des stratégies différentes et de lutter pour le pouvoir. Cette politique a un précédent, celle menée par le KPD stalinien qui a abouti à la victoire des nazis en 1933.

## En Grèce comme en France, pour un gouvernement ouvrier qui exproprie le capital !

Le PS semait des illusions sur le parti nationaliste bourgeois PASOK. Quelques débris du stalinisme sèment des illusions sur le KKE. Le PdG, le PCF et le NPA sèment des illusions sur Syriza, comme ils en sèment sur Podemos en Espagne, qui ne fait même pas partie, contrairement à Syriza ou au KKE, du mouvement ouvrier.



Pantelis Pouliopoulos (1900-1943) secrétaire général du KKE en 1924, exclu pour « trotskysme », traducteur du *Capital*, fondateur de l'OKDE (4e Internationale), fusillé par les fascistes italiens en 1943

Ce n'est pas un hasard : le programme de Syriza ou de Podemos, c'est leur programme bourgeois, un mélange de promesses réformistes et de nationalisme dont le dénominateur commun est le refus déclaré de mettre à bas le capitalisme et l'État de la bourgeoisie.

Le 26 janvier, Mélenchon, extatique, s'exclame :

> *Les suivants, ce seront les Espagnols et après ce sera nous... Mon ambition, c'est que nous gouvernions notre pays. Un espace est en train de se dessiner, avec le Front de gauche, des socialistes affligés, des frondeurs et les écologistes qui ont quitté le gouvernement. En 2017, on peut envisager une candidature commune.* (*Le Monde,* 27 janvier)

C'est sur une ligne de soutien à Syriza qu'est convoquée une manifestation le dimanche 15 février à Paris, à la veille de la rencontre avec les créanciers européens, par le PCF, le NPA, le PdG avec les partis bourgeois EELV et Nouvelle donne, qui scande *« Syriza va gagner contre l'austérité, avec le peuple grec, solidarité ».* Le 20 février, la délégation du gouvernement grec capitulait.

Le prolétariat et la jeunesse sont ligotés par « l'unité nationale » et les fronts populaires, paralysés par la collaboration de classe et la division. Pour en finir avec la plaie du chômage et la menace fasciste qui va probablement s'accentuer en Grèce du fait de l'impasse et du discrédit du gouvernement Tsipras qui découleront inévitablement de son impuissance, il faut arracher le pouvoir à la bourgeoisie et exproprier les groupes capitalistes, il faut que les producteurs gèrent l'économie et la société.

- Gouvernement Syriza-KKE sans ministre bourgeois ! Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, à commencer par les armateurs !
- Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée et de la police ! Armement du peuple contre la police et les fascistes ! Droits démocratiques pour les conscrits !
- Séparation de l'Église et de l'État !
- Unité des travailleurs grecs et immigrés ! Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !
- Contrôle ouvrier sur les entreprises ! Gouvernement ouvrier et paysan ! États-Unis socialistes d'Europe, Turquie incluse !

Pour cela, il faut un autre parti que le KKE, la Syriza, le PCF ou le PS qui ont toujours gouverné au compte des capitalistes et de l'état-major, qui renforcent l'État bourgeois. Il faut s'organiser pour construire un parti révolutionnaire en Grèce et en France, dans le cadre d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

25 mars 2015

# Lettre du GMI au courant Front unique de la FSU

L'ex-CCI(T) qui a créé, avec l'ex-GB, le Groupe marxiste internationaliste (section française du Collectif révolution permanente) soutenait le courant Front unique de la FSU car il avançait la nécessité de l'unité des organisations syndicales de ce secteur, exigeait la rupture de toutes les directions syndicales avec le gouvernement bourgeois en place et appelait à défaire le gouvernement dans toutes ses attaques contre les travailleurs en France et dans le monde.

Nous constatons que votre activité dans la fédération FSU est une nouvelle fois limitée par les mesures bureaucratiques de la direction actuelle de cette organisation syndicale

> *Dans quelques mois, la FSU renouvelle ses instances dirigeantes. Pour que cette orientation de rupture avec le gouvernement puisse être soumise au vote des syndiqués, nous invitons tous les syndiqués de la FSU à se porter candidats sur la liste « Front Unique ».* (*Lettre de liaison* n°242, 23 février 2015)

Toutefois, la constitution d'une liste ne peut suffire à combattre efficacement et expulser les bureaucraties syndicales. Une orientation de lutte de classe ne se borne pas à la rupture des directions avec le dialogue social, elle rejette toute soumission au parlementarisme bourgeois, elle inclut la perspective de la grève générale et l'auto-organisation des masses en lutte.

1. Tout d'abord, sur la nécessité que les directions syndicales rompent avec le dialogue social, vous semblez, quasi systématiquement, penser que c'est le préalable nécessaire sans lequel rien ne peut avancer. Personne ne peut fixer dans le détail l'avenir. Évidemment, le refus par la direction de la FSU du dialogue social compliquerait la politique de trahison des autres bureaucraties et faciliterait la lutte mais il faut aussi prévenir les travailleurs que ces directions défendent bec et ongles le capitalisme, qu'elles trahissent la classe ouvrière de mille et une manières, et pas seulement par le dialogue social, et qu'elles ne cèdent qu'avec la lutte de masse et les méthodes de la révolution prolétarienne. Il existe de nombreux exemples dans la lutte de classes où si les bureaucraties ouvrières ont fait mine de rompre à cause de la puissance politique de la grève, elles ont repris très vite le chemin du dialogue social quand la lutte est retombée.

En outre, les syndicats français, tout en continuant à se fragmenter, ne regroupent qu'une partie réduite des salariés (7 % ?).

> *Les syndicats, même les plus puissants, n'embrassent pas plus de 20 à 25 % de la classe ouvrière et, d'ailleurs, ses couches les plus qualifiées et les mieux payées. La majorité la plus opprimée de la classe ouvrière n'est entraînée dans la lutte qu'épisodiquement, dans les périodes d'essor exceptionnel du mouvement ouvrier. A ces moments-là, il est nécessaire de créer des organisations ad hoc, qui embrassent toute la masse en lutte : les comités de grève, les comités d'usine et, enfin, les soviets.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale,* 1938)

Donc, il faut pour FU :

- avancer systématiquement la revendication d'une seule centrale, démocratique, de lutte de classe, dont les syndicats doivent regrouper tous les travailleurs de l'entreprise et de la branche (et non les séparer par métier) ;
- proposer inlassablement aux travailleurs de s'organiser en véritables comités, avec l'élection démocratique de délégués et que ces comités se centralisent tout en intégrant les organisations syndicales ouvrières. Telle est, selon nous, le véritable sens de la lutte pour la rupture avec la bourgeoisie et pour le front unique ouvrier. Le rapport est dialectique entre exiger la rupture et avancer la nécessité de l'auto-organisation et de l'autodéfense des masses. L'un ne va pas sans l'autre.

> *Tous les mots d'ordre de combat (contrôle ouvrier, milice ouvrière, armement des ouvriers, gouvernement ouvrier et paysan, socialisation des moyens de production) sont indissolublement liés à la création de soviets.* (Léon Trotsky, *La Nouvelle montée et les tâches de la 4e Internationale*, 3 juillet 1936)

2. Nous constatons aussi que vous taisez régulièrement l'exigence que les directions syndicales appellent à la grève générale quand un mouvement de masse se dessine. Pourtant, là encore il existe une dialectique évidente entre l'organisation par les bureaucraties ouvrières de journées d'actions, de grèves partielles, sectorielles, reconductibles et le refus de ces bureaucrates d'appeler à la grève générale. Il existe de nombreux exemples de luttes ouvrières qui ont buté sur cette politique contre-révolutionnaire.

Bien sûr, la grève générale ne suffit pas, contrairement à ce que pensent les anarchistes, il faut l'accompagner d'une perspective politique révolutionnaire. Encore moins, nous ne pouvons prendre au sérieux la bureaucratie FO qui bavarde sur la grève générale qu'elle réduit à une journée apolitique et l'oublie brusquement quand celle-ci est possible contre le gouvernement bourgeois en place.

Mais taire la nécessité de la grève générale alors que les directions syndicales orchestrent régulièrement des journées d'action impuissantes et démoralisantes est une erreur. L'exigence aux directions syndicales d'appeler à la grève générale quand un secteur est en grève c'est, comme l'auto-organisation des masses en lutte, le moyen de rompre le dialogue social qui a besoin des journées d'action qui conduisent à la défaite de la lutte.

3. Enfin, depuis l'élection présidentielle de 2012 et les législatives qui ont suivi, le courant FU affirme que la majorité des députés PS PCF est un point d'appui, une solution pour défaire le gouvernement PS-PRG. En septembre dernier, FU a appelé à ce que les directions syndicales appellent à manifester lors de vote à l'Assemblée nationale. Ce qui est juste. Mais elle lui donne un sens parlementaire en partant de l'existence de la majorité parlementaire pour que s'opère la défaire du gouvernement et que soit repoussé le budget 2015 :

> *Il faut donc imposer à cette majorité du PS et du PCF de refuser de voter le budget 2015 et la loi de financement de la Sécurité Sociale qui concentrent les attaques du gouvernement contre les travailleurs. C'est la responsabilité des dirigeants syndicaux d'organiser le combat dans ce sens, ce qui signifie : appeler les travailleurs et les jeunes à manifester massivement à l'Assemblée nationale au moment de la discussion budgétaire en octobre, dans ce but.* (*Lettre de liaison* n°234, 17 septembre 2014)

Cette invocation d'une fictive « majorité PS-PCF » qui fait dépendre la défaite d'un gouvernement d'une pression suffisante sur une majorité de députés est opportuniste.

Tout d'abord, tout en se situant du point de vue de la démocratie bourgeoise, la « ligne de la démocratie » néglige le phénomène international de desserrement des liens entre le travaillisme, la social-démocratie et le stalinisme avec le prolétariat et ignore le fait que les partis réformistes n'ont en France, à cause de leur politique, plus de majorité électorale, comme le prouvent (et le prouveront) toutes les consultations ultérieures.

Ensuite, vu sa nature et sa place, FU doit s'adresser aux organisations syndicales en même temps qu'aux partis .

Enfin, et c'est le plus important, le front unique ouvrier est une tactique découlant du fait que des partis ouvrier bourgeois conservent la direction de la classe ouvrière. Elle ne part en aucun cas de la composition du Parlement.

> *Les bolcheviks-léninistes rejetèrent résolument le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » dans son interprétation démocratique-bourgeoise. Ils affirmèrent et ils affirment que, si le parti du prolétariat renonce à sortir des cadres de la démocratie bourgeoise, son alliance avec la paysannerie aboutira simplement à soutenir le capital.* (Léon Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale,* 1938)

À l'opposé, la logique de la « ligne de la démocratie » est d'interdire aux révolutionnaires prolétariens des candidatures contre les sociaux-patriotes au prétexte qu'elles gêneraient la formation d'une « majorité » (réformiste) au Parlement.

Certes, les révolutionnaires prolétariens tiennent compte des illusions, mais ils ne les propagent jamais. La tactique du front unique ouvrier tient compte des illusions d'une partie des masses envers les directions « réformistes ». Si on tient compte de la situation concrète française, les illusions des masses à l'égard des partis ouvriers bourgeois PS et PCF ont actuellement considérablement reculé, à l'épreuve des faits. De plus, les révolutionnaires prolétariens qui proposent le front unique ouvrier ne reprennent d'aucune manière le programme de la démocratie bourgeoise (en fait de défense de leur État bourgeois) des sociaux-patriotes.

> *Les classes ne consentent jamais à perdre leur avoir, leur pouvoir et leur honneur au jeu du parlementarisme démocratique. Elles résolvent toujours la question sérieusement.* (Léon Trotsky, *Entre l'impérialisme et la révolution,* 1922)

Les révolutionnaires prolétariens proposent l'action réelle aux organisations de masse de la classe ouvrière, pas des combinaisons parlementaires, parce que c'est une tactique pour affaiblir l'influence des agences de la bourgeoisie et construire une direction alternative, qui ne peut être qu'internationale.

> *Le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas un mot d'ordre de combinaisons parlementaires.* (Léon Trotsky, *Le Gouvernement ouvrier en France,* 30 novembre 1922)

Nous appelons donc le courant FU à porter à la connaissance de tous les membres de FU cette contribution, à ouvrir la discussion sur ces points dans le but de raffermir son assise, convaincre des militants d'autres syndicats et des travailleurs non-syndiqués, et à convoquer une assemblée générale du courant.

Pour s'orienter correctement et se développer, Front unique doit, à notre avis, suivre les précieux conseils de Trotsky.

> *Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. À l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. Dans ce sens, le programme transitoire adopté par le dernier congrès de la 4e Internationale est non seulement le programme d'activité du parti mais, dans ses lignes essentielles, également le programme de l'activité syndicale.* (Léon Trotsky, *Les Syndicats à l'époque impérialiste,* août 1940)

1er mars 2015

# Ukraine : À bas tous les oligarques ! À bas les cliques impérialistes de l'ouest et de l'est !

## 2009 : les pressions opposées des bandits impérialistes s'accentuent

La crise capitaliste mondiale de 2007-2009 fait replonger l'économie. Des dizaines de milliers de petits patrons font faillite et le chômage augmente. La brutalité de la récession rend difficile le jeu d'équilibre antérieur entre l'Union européenne et la Russie.

> *Le maintien de l'équilibre entre les impérialismes, aussi périlleux et contradictoire fût-il, a toujours été l'axe de la politique domestique et étrangère conduite par le bloc oligarchique. L'Ukraine a été frappée sévèrement par la crise économique de 2007-08, avec un PIB plongeant de 15 pour cent en 2009. La crise a nettement entamé la capacité du pays à maintenir l'indépendance économique, car jusqu'à 60 pour cent du PIB de l'Ukraine sont dépendants des exportations. Une fois combinée avec le déficit croissant de gaz, cette situation a rendu plus pressant une décision sur l'alignement soit sur la Russie soit sur l'Ouest.* (Sean Larson, *New Politics* n° 57, été 2014)

La Russie, d'un côté, et les impérialismes occidentaux (par l'intermédiaire du FMI et de l'UE), de l'autre, augmentent la pression sur l'Ukraine.

Viktor Ianoukovitch, candidat du Parti des régions et président élu en 2010, négocie avec le FMI un emprunt de 15,4 milliards d'euros en contrepartie de coupes budgétaires, de l'augmentation de 100 % du prix interne du gaz et de mesures contre les salariés. Kiev discute en novembre 2011, puis en février 2013 avec l'UE. La Russie adopte des mesures de rétorsion contre les exportations ukrainiennes en août 2013. L'UE propose de donner 45 millions d'euros si l'Ukraine signe l'accord d'association et un prêt de 840 millions d'euros si l'Ukraine signe l'accord avec le FMI. Le chantage du FMI et de l'UE n'est guère différent des exigences de la Troïka envers la Grèce, un État membre de l'UE particulièrement malmené par la « grande récession » internationale.

> *Les conséquences potentielles d'un relèvement brutal des prix de l'énergie, tant pour la population que pour l'industrie de la région orientale du Donbass, peuvent faire hésiter le président ukrainien. La même semaine, il rencontre le président russe Vladimir Poutine à Sotchi. Sans doute discutent-ils déjà d'une solution alternative à celle du FMI.* (Julien Vercueil, *Le Monde diplomatique,* juillet 2014)

La Russie manoeuvre pour garder l'Ukraine dans son EEC, en offrant des conditions apparemment moins contraignantes que le FMI et l'UE.

> *Les grandes lignes de la proposition russe ne sont dévoilées que le 17 décembre, dans un mouvement tactique de M. Poutine pour reprendre la main. Son plan prévoit un prêt de 15 milliards de dollars, une baisse d'un tiers du prix du gaz vendu à son voisin et des assouplissements concernant la dette de Naftogaz envers Gazprom, le tout sans condition affichée. C'est un pied de nez au FMI et à l'Union européenne.* (Julien Vercueil, *Le Monde diplomatique*, juillet 2014)

Le président ukrainien refuse alors de céder aux exigences de l'UE.

> *Le 21 novembre 2013, M. Viktor Ianoukovitch suspend la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne. Cette volte-face déclenche des rassemblements à Maïdan, la place de l'Indépendance de Kiev.* (Julien Vercueil, *Le Monde diplomatique*, juillet 2014)

## 2013 : les manifestations chassent Ianoukovitch

Dans la nuit du 29 au 30 novembre, environ 10 000 manifestants défilent contre la décision du président de choisir, de fait, la Russie plutôt que l'Union européenne. Ils sont brutalement délogés de la place Maidan à Kiev par la police anti-émeute (les berkuts payés le double des policiers ordinaires) causant des dizaines de blessés.

Le mécontentement grandit –jusqu'à 500 000 manifestants- plus contre le chômage, la répression et la corruption du gouvernement qu'en faveur de l'adhésion à l'UE. L'Église orthodoxe d'Ukraine appuie les manifestations, ainsi que les partis Batkivshchyna (Patrie), UDAR (Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme), Svoboda (Liberté). Des politiciens américains (John McCain, Parti républicain ; Chris Murphy, Parti démocrate) prennent la parole sur la place Maidan de Kiev et rencontrent les trois chefs de l'opposition parlementaire, y compris celui du parti fasciste renommé par antiphrase Svoboda en 2004 en présence de Jean-Marie Le Pen.

Des journalistes et des opposants sont enlevés, tabassés ou assassinés par les sbires d'Ianoukovitch. Le 16 janvier 2014, une majorité de la Rada (dont le Parti des régions et le Parti communiste d'Ukraine) vote des mesures liberticides. Le 22 février, des tireurs causent 82 morts et 622 blessés. Sur le terrain, l'organisation fasciste Praviy Sektor (Secteur droit) prend de plus en plus de place.

*Praviy Sektor regroupe quelques milliers de personnes... Déçus de Svoboda, des membres de formations ultranationalistes, hooligans, paumés se retrouvent dans ses rangs. Praviy Sektor attire un éventail assez large d'individus dont le dénominateur commun est d'abord le goût pour l'action radicale.* (Emmanuel Dreyfus, *Le Monde diplomatique*, mars 2014)

Le 8 décembre 2013, les bandes de Svoboda abattent une statue de Lénine à Kiev. Le 1er janvier 2014, environ 15 000 personnes défilent avec Svoboda pour célébrer le 105e anniversaire de la naissance du chef fasciste Bandera. Les fascistes attaquent le mouvement ouvrier au cours des manifestations de Maidan.

*L'extrême-droite a chassé un groupe d'anarchistes qui organisaient l'autodéfense. Ils ont aussi attaqué physiquement des gens de gauche et des syndicalistes qui venaient diffuser des tracts de soutien.* (Volodymyr Ishchenko, *New Left Review* n° 87, mai 2014)

Le 21 février 2014, les ministres des affaires étrangères d'Allemagne (SPD), de France (PS) et de Pologne passent un compromis avec le président : un gouvernement provisoire avec comme premier ministre Iatseniouk (du parti Batkivshchyna) est mis en place. L'accord, approuvé par Svoboda, est récusé par les manifestants. Le Parti des régions se fracture et la Rada bascule le 22 février. Ianoukovitch s'enfuit en Russie. Le 27 février, le parlement ukrainien ratifie le gouvernement provisoire qui comporte des membres de Svoboda et Praviy Sektor. La présence de plusieurs ministres fascistes au nouveau gouvernement désigné par la Rada n'empêche pas les « démocraties » américaine et européennes de le reconnaître aussitôt.

Le même jour, sur proposition des partis Batkivshchyna et Svoboda, la Rada vote l'abrogation de la loi de 2012 sur les langues régionales, ce qui retire le statut de langue officielle aux langues minoritaires, dont le russe dans 13 des 27 régions (cette loi ne sera pas ratifiée par la présidence ukrainienne).

## 2014 : l'Ukraine est amputée de la Crimée

La riposte de l'État russe au renversement de son atout ukrainien ne se fait pas attendre. La Crimée est très majoritairement russophone depuis que Staline a déporté les Tatars (une ethnie turcophone) en 1944. Elle héberge en outre des bases de l'armée russe. Le vote chauvin de la Rada contre le russe s'ajoute aux réhabilitations des collaborateurs des envahisseurs nazis pour pousser la population dans les bras des nationalistes russes.

Le 27 février, Aksionov est nommé Premier ministre de la Crimée alors que son parti avait obtenu 4 % dans la péninsule aux élections de 2010. Le même jour, des troupes cagoulées et aux uniformes dépourvus de signe distinctif s'emparent des deux aéroports de la Crimée (Simferopol et Sébastopol). Le 2 mars, l'armée russe camouflée achève la conquête de la Crimée, sans grande résistance. La flotte militaire de l'Ukraine tombe dans les mains de la marine russe.

*Il va de soi que la prise de contrôle de la Crimée avait été préparée à l'avance... dès qu'il est devenu clair que le régime d'Ianoukovitch allait perdre le pouvoir... La nouvelle direction ukrainienne était impuissante. Au cours des années précédentes, les structures militaires ukrainiennes avaient été complètement infiltrées par nos agents et sympathisants... La trahison au sommet du commandement ukrainien a été massive.* (Pavel Felgengauer, *Politique internationale* n° 145, hiver 2014-2015)

Le 6 mars, l'Union européenne décide une première série de sanctions contre la Russie. Le 11 mars, le parlement de Crimée vote à huis clos le rattachement à la Russie. Le 15 mars, plusieurs dizaines de milliers de manifestants protestent à Moscou. Le 18 mars, un referendum est organisé par les agents de Poutine, sous le contrôle de l'armée impérialiste. 96,8 % des votants ratifient le rattachement à la Russie. Les Tatars (12 % de la population) et les Ukrainiens ne participent pas au scrutin.

Quoiqu'en disent en France le PdG et le PCF, l'annexion de la Crimée par Poutine n'a rien à voir avec le droit des peuples, surtout de la part d'un État qui a écrasé la Tchétchénie à deux reprises en moins d'un quart de siècle. Elle rappelle plutôt les manœuvres de l'Allemagne impérialiste des années 1930 pour affaiblir la Tchécoslovaquie et la Pologne en utilisant leurs minorités allemandes. Le sort de la minorité tatare semble le confirmer.

*Le Meijliss, l'assemblée représentative des Tatars de Crimée est empêchée de se réunir. Son président, Refat Tchoubarov, s'est vu interdire l'entrée de la péninsule pour une durée de cinq ans... Pis, sept Tatars ont « disparu » depuis le mois de mars.* (*Le Monde,* 8 novembre 2014)

## 2014 : la Russie et les États-Unis poussent à la guerre civile

Le 21 mars, l'UE et le gouvernement provisoire de Kiev signent l'accord d'association. Le 1er avril, Gasprom annonce l'augmentation d'un tiers du prix du gaz fourni à l'Ukraine.

Dans le sud et l'est, les manifestations pro-Russie organisées par le Parti des régions (la couverture d'une

fraction des capitalistes) avaient jusqu'alors été maigres. En mars, les séparatistes prennent les armes dans le Donbass. Le 6 avril, ils s'emparent des sièges des gouvernements régionaux à Donetsk, Kharkiv et Lougansk. Ils proclament la République populaire de Donetsk et celle de Lougansk. L'État russe les appuie militairement (des « volontaires » et de l'armement parviennent depuis février) et les encourage politiquement.

> *L'Ukraine, c'est « la Nouvelle Russie », c'est-à-dire Kharkov, Lougansk, Donetsk, Kheerson, Nikolaev, Odessa. Ces régions ne faisaient pas partie de l'Ukraine à l'époque des tsars, elles furent données à Kiev par le gouvernement soviétique dans les années 1920. Pourquoi l'ont-ils fait ? Dieu seul le sait.* (Vladimir Poutine, 17 avril 2014)

Leurs bandes ont un drapeau commun : orange et noir, celui de l'ordre impérial et militaire de St Georges fondé par Catherine II en 1769, supprimé par Lénine en 1918, revitalisé par Staline en 1943 et symbole d'allégeance à Poutine depuis 2005. À l'origine, les chefs séparatistes sont surtout des mafieux et des nationalistes russes, incluant des fascistes.

Mais le gouvernement de Kiev, avec le soutien en France du PS, répond par la guerre à l'inquiétude des russophones et de la partie la plus industrialisée du pays . Le 13 avril, il lance une « opération antiterroriste » avec l'armée régulière et des forces paramilitaires : armées privées de mercenaires financées par des oligarques, armées fascistes telles le bataillon Azov composé de nazis ukrainiens, français et suédois. Le 24 avril, des blindés de l'armée ukrainienne entrent dans Sloviansk. Le 2 mai, à Odessa, des dizaines de civils prorusses sont victimes des nationalistes ukrainiens.

Le 11 mai, les nationalistes russes organisent des référendums pour ratifier « l'indépendance » des régions de Donetsk et Lougansk. Le 25 mai, les élections présidentielles organisées par le gouvernement de Kiev donnent l'oligarque Petro Porochenko vainqueur dès le premier tour. S'ensuit une trêve de courte durée. Poutine accuse les États-Unis d'avoir poussé Porochenko à la reprise des opérations en juin. Le 17 juillet, les séparatistes abattent un avion civil avec un lance-missile BUK fourni par la Russie. Tout l'été, ils reculent.

Moscou purge les « Républiques populaires » de l'est de l'Ukraine. Les aventuriers sont remplacés par des politiciens plus fiables et plus obéissants à Poutine. Fin août, l'armée russe préserve les « républiques populaires », en engageant des milliers de soldats, des blindés sud-africains et des drones israéliens.

> *Seule l'intervention des Russes a sauvé les séparatistes de l'anéantissement… Nous* [l'armée russe], *possédons des drones, l'Ukraine non… Les conséquences ont été dramatiques pour l'armée ukrainienne. Jour et nuit, les drones munis de caméras infra-rouges transmettaient l'information en temps réel à des unités équipées de lance-roquettes multiples. Les tirs précis qui s'ensuivaient détruisaient rapidement une unité ukrainienne après l'autre.* (Pavel Felgengauer, *Politique internationale* n° 145, hiver 2014-2015)

Le 5 septembre 2014, un nouveau cessez-le-feu est conclu à Minsk. Il sera de courte durée. Le 16, l'accord d'association UE-Ukraine est ratifié par le Parlement européen et la Rada. Le 21 octobre, HRW révèle que l'armée ukrainienne a utilisé des bombes à sous-munition à Donetsk.

Le 26 octobre, des élections législatives se tiennent en Ukraine. Les deux listes gagnantes sont, d'une part, le NarodnyiFront (Front populaire) une scission de Batkivchtchyna dirigée par Iatseniouk ; d'autre part, le Blok Petra Porochenka (Bloc du président Petro Porochenko formé de Solidarnist et de l'UDAR). Le Parti « communiste » KPU reçoit moins de 3,9 % des voix. Svoboda n'obtient que 1,3 % des suffrages et Praviy Sektor 0,2 % ; les deux partis fascistes ne font pas partie du nouveau gouvernement dont le premier ministre est Iatseniouk.

Le 30 octobre, la Russie reprend ses livraisons de gaz à l'Ukraine. Le 2 novembre, les Républiques populaires de l'est élisent leur président : Zakhartchenko à Donetsk, Plotniski à Lougantsk, reconnus par Moscou. Le 25 novembre, après bien des tergiversations, le gouvernement français annonce qu'il ne livrera pas les deux porte-hélicoptères commandés par la marine russe. Le 23 décembre, la Rada demande l'adhésion à l'OTAN.

## Préparer la révolution socialiste pour en finir avec la guerre ethnique et les immixtions impérialistes

L'armée ukrainienne peut vaincre les bandes séparatistes, mais pas triompher de l'armée russe. L'armée russe peut vaincre l'armée ukrainienne, mais pas

triompher de l'armée américaine. Le conflit risque donc de s'éterniser et même d'échapper au contrôle des puissances impérialistes qui l'entretiennent.

Le 24 janvier 2015, les séparatistes bombardent Marioupol (Donbass) qui compte un demi-million d'habitants. Le 5 février, le secrétaire d'État américain Kerry déclare que le président Obama va examiner la vente d'armes à l'Ukraine. Depuis 2013, l'impérialisme américain est plus boutefeu que l'impérialisme allemand et que l'impérialisme français, qui entretiennent des relations économiques significatives avec la Russie. Le 11 février, sous l'égide de Hollande et Merkel, un nouveau cessez-le-feu est conclu (Minsk 2).

> *Alors que la guerre en Ukraine orientale reprenait un caractère offensif en janvier, les seconds accords de Minsk apparaissent comme le fruit d'efforts diplomatiques entrepris in extremis. Il aura fallu tout le poids du couple franco-allemand pour offrir une nouvelle chance à la paix. L'évocation par Washington début février d'une possible livraison d'armes sophistiquées aux Ukrainiens a conduit Paris et Berlin à lancer une initiative au plus haut niveau afin de repousser un risque d'escalade militaire avec la Russie.* (Igor Delanoë, *Le Monde diplomatique*, mars 2015)

Le 27 février 2015, Boris Nemtsov, un ancien ministre d'Eltsine qui s'oppose à la guerre en Ukraine, est assassiné à Moscou. Le 11 mars 2014, le FMI accepte de prêter 16,5 milliards d'euros à l'État ukrainien car il s'engage à saigner les masses.

> *C'est un volet d'un plan plus vaste de 40 milliards de dollars. L'institution avait donné, en février, son accord préliminaire, à condition que Kiev mène à bien des réformes économiques. Le Parlement ukrainien a depuis adopté des mesures drastiques comme le triplement du prix du gaz et des réductions du montant des retraites.* (*Les Échos*, 12 mars 2015)

Lénine s'était prononcé en 1917 pour l'indépendance de l'Ukraine, de même Trotsky en 1939. Les communistes internationalistes sont pour le droit à la séparation des nations opprimées dans le but d'unir les travailleurs et ainsi préparer la révolution sociale, non parce que la séparation serait une solution progressiste malgré le déclin du capitalisme.

> *Nous ne sommes pas partisans des petits États. Nous sommes pour l'union la plus étroite des ouvriers de tous les pays contre les capitalistes, les « leurs » et ceux de tous les pays en général. C'est justement pour que cette union soit une union librement consentie que l'ouvrier russe, ne se fiant pas une minute, en rien, ni à la bourgeoisie russe, ni à la bourgeoisie ukrainienne, est actuellement partisan du droit de séparation des Ukrainiens, ne voulant pas imposer à ceux-ci son amitié, mais gagner la leur en les traitant comme des égaux, comme des alliés, comme des frères dans la lutte pour le socialisme.* (Vladimir Lénine, « L'Ukraine », 28 juin 1917, *Œuvres* t. 25, p. 91)

L'indépendance des petites nations au sein d'un monde impérialiste est une fiction. En outre, la création d'un nouvel État bourgeois se fait souvent au détriment des minorités nationales.

Les Tatars et les Ukrainiens de la Crimée, les Russes et les Ukrainiens du Donbass payent le prix fort de cette guerre interminable par laquelle les bandits impérialistes s'affrontent indirectement. L'Ukraine s'est divisée au détriment des producteurs, mystifiés, paupérisés, déplacés, massacrés.

> *Deux années de récession, une base industrielle dévastée par un conflit qui a fait plus de 6 000 morts dans l'est du pays, une monnaie qui a perdu près de 70 % de sa valeur face au dollar depuis un an, une inflation proche de 35 %, une dette publique multipliée par deux en un an, des réserves de change représentant moins d'un mois d'importation et une activité quasi inexistante : l'économie ukrainienne est menacée d'effondrement et la population se débat dans d'immenses difficultés.* (*Le Monde*, 14 mars 2015)

La bourgeoisie a fait faillite. La classe ouvrière de toute l'Ukraine doit s'unir dans des conseils démocratiques, rejeter tous les nationalismes (ukrainien comme russe), s'émanciper de tous les oligarques (pro-allemands et pro-russes), désarmer les bandes fascistes et séparatistes, renverser tous les gouvernements bellicistes (de Kiev, de Donetsk-Lougansk), refuser le faux choix entre l'UE et l'EEC, imposer son propre gouvernement basé sur les conseils pour tout le pays, exproprier les groupes capitalistes nationaux et étrangers.

> *Pas le moindre compromis avec l'impérialisme, qu'il soit fasciste ou démocratique ! Pas la moindre concession aux nationalistes ukrainiens, qu'ils soient réactionnaires-cléricaux ou pacifistes-libéraux !* (Lev Trotsky, « La Question ukrainienne », 1939, *Œuvres t.* 21, ILT, p. 130)

Le prolétariat doit donc bâtir son propre parti dans tout le pays. Ce parti ouvrier révolutionnaire ne peut être que la section d'une internationale ouvrière car les travailleurs d'Ukraine doivent se lier aux travailleurs des États-Unis, d'Europe de l'ouest et de Russie pour empêcher toute intervention impérialiste contre la révolution, car il a besoin des travailleurs de toute l'Europe, Russie incluse, pour échanger et pour participer à la construction des États-Unis socialistes d'Europe.

19 mars 2015

# 1945 : la libération des camps nazis par l'Armée rouge

*On peut sans peine imaginer ce qui attend les Juifs dès le déclenchement de la guerre mondiale à venir. Même si la guerre est écartée, le prochain développement de la réaction mondiale implique avec certitude l'extermination physique des Juifs.* (Lev Trotsky, *Appel aux Juifs américains,* 22 décembre 1938)

## Le nazisme fut le paroxysme de la contre-révolution bourgeoise

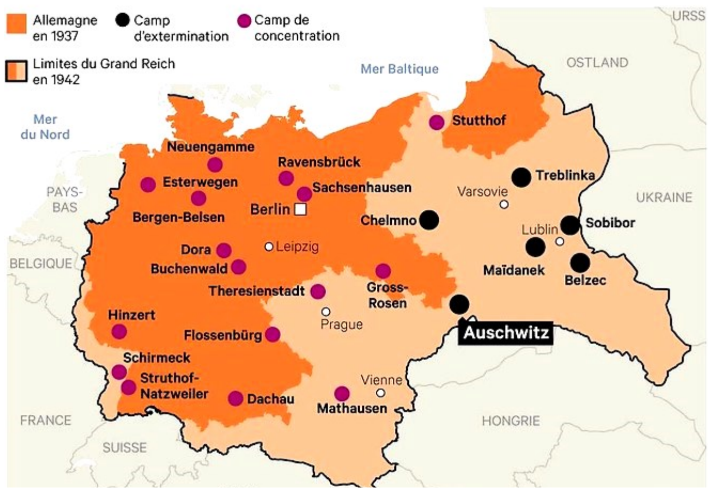
Il y a 70 ans, de janvier à mai 1945, l'Armée de l'URSS libère un par un les camps nazis de Pologne et d'Allemagne.

L'extermination de 3 millions de Juifs d'Europe par les nazis n'est pas un accident incompréhensible, un événement inexplicable, mais une expression exacerbée de la barbarie que porte en lui le capitalisme.

*Les traits les plus caractéristiques de la mentalité SS et de ses soubassements sociaux se retrouvent dans bien d'autres secteurs de la société mondiale… L'Allemagne a interprété avec l'originalité propre à son histoire la crise qui l'a conduite à l'univers concentrationnaire. Mais l'existence et le mécanisme de cette crise tiennent aux fondements économiques et sociaux du capitalisme et de l'impérialisme.* (D. Rousset, *L'Univers concentrationnaire,* août 1945)

La première révolution allemande, en 1919, est écrasée par les « corps francs » antisémites, précurseurs des troupes fascistes, sur ordre du gouvernement « socialiste » du SPD, qui n'hésite pas à faire assassiner, avec plusieurs milliers d'ouvriers, Karl Liebknecht, Rosa Luxemburg et Leo Jogiches.

*La défaite a dressé un mur sur le chemin de l'impérialisme allemand. La dynamique extérieure s'est transformée en dynamique intérieure. La guerre se changea en révolution. La social-démocratie, qui aida les Hohenzollern à mener la guerre jusqu'à son issue tragique, ne permit pas au prolétariat de mener la révolution jusqu'à son terme… Le Parti communiste a appelé les ouvriers à une nouvelle révolution, mais s'est avéré incapable de la diriger… Dans l'atmosphère chauffée à blanc par la guerre, la défaite, les réparations, l'inflation, l'occupation de la Ruhr, la crise, le besoin et la rancune, la petite-bourgeoisie se rebella contre tous les vieux partis qui l'avaient trompée…* (Lev Trotsky, *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* 10 juin 1933)




L'exaspération du nationalisme pour cimenter les États nationaux bourgeois et la recherche de boucs émissaires transforment les Israélites, de victimes jusqu'au 19e siècle d'une discrimination à justification religieuse, en Juifs conçus comme une race. Ce racisme est né de la justification de la colonisation et de l'esclavage par la prétendue infériorité biologique des opprimés. Les Juifs sont rendus responsables au 20e siècle tout à la fois de la stagnation de l'économie, des défaites militaires, des grèves et des révolutions.

*Pour élever la nation au-dessus de l'histoire, on lui donne le soutien de la race. L'histoire est vue comme une émanation de la race… le national-socialisme descend… au matérialisme zoologique. De même que l'aristocratie ruinée trouvait une consolation dans la noblesse de son sang, la petite-bourgeoisie paupérisée s'enivre de contes sur les mérites particuliers de sa race.* (Lev Trotsky, *Qu'est-ce que le national-socialisme ?* 10 juin 1933)

Bien des politiciens bourgeois et des capitalistes apprécient favorablement le rôle contre-révolutionnaire du fascisme allemand. Dans la démocratie parlementaire la mieux établie d'Europe, le dirigeant du Parti conservateur Winston Churchill tient publiquement des propos anti-juifs (*Sunday Herald*, 8 février 1920), le *Daily Mail* salue la victoire d'Hitler en 1933 et le *Times* ne mentionne pas l'antisémitisme du régime nazi avant 1939. En France, de 1940 à 1945, Pétain, désigné par l'Assemblée nationale élue en 1936, va aux devants des exigences de l'occupant nazi et la police de la République collabore avec zèle à l'extermination des Juifs par le 3e Reich. À aucun moment, De Gaulle n'appelle à protéger les Juifs, français et encore moins réfugiés. Mitterrand commence sa carrière comme haut fonctionnaire du régime de Vichy. La 4e et la 5e Républiques recyclent même des auxiliaires français de l'extermination (Maurice Papon, René Bousquet…).

## De la xénophobie à l'extermination des Juifs et des Roms

Dans un premier temps, le régime nazi persécute ses Juifs (« loi aryenne » d'expulsion de la fonction publique de 1933, lois de Nuremberg de 1935 « pour la protection du sang et de l'honneur allemands », pogrom de la « Nuit de cristal » en 1938…) et cherche à les expulser d'Allemagne. Durant cette période, de 1933 à 1939, 150 000 militants ouvriers (SPD, KPD, Leninbund, IKD….) sont internés dans des camps de concentration, placés sous l'autorité de la Gestapo : à Dachau, Orianenburg-Sachsenhausen, Weimar-Buchenwald, Mathausen-Gusen, Flossenburg, Ravensbrück, Stutthof. S'y ajoutent ultérieurement : Bergen-Belsen, Ntzweiler-Struthof, Gross-Rosen, Dora-Nordhaus. En 1940, grâce à la défaite de l'impérialisme français face à l'impérialisme allemand, le 3e Reich envisage l'émigration forcée des Juifs à Madagascar, alors colonie française dans l'Océan indien.

Les premières exterminations du 3e Reich ne visent pas les Juifs. Avec l'Opération T4, le régime nazi euthanasie, dans le secret, les handicapés et les malades mentaux allemands. De 1939 à 1941, plus du quart des 360 000 aliénés du Reich sont assassinés, dont 70 000 dans des camions à gaz.

Les inventeurs de ces dispositifs interviendront ensuite en URSS, avant de mettre au point les installations de gazage des camps d'extermination. À partir de mai 1941, lors de la colonisation déguisée en croisade contre le « judéo-bolchevisme », les troupes des *Einsatzgruppen* ont pour charge de liquider conjointement les membres du Parti communiste et les Juifs. Ils sont aidés par des fascistes polonais, ukrainiens, baltes…

Au printemps 1941, le 3e Reich commence les déportations vers les ghettos et les camps de concentration de la Pologne. Le régime nazi décide la « solution finale », c'est-à-dire l'extermination des Juifs, tout en le dissimulant à la population allemande.

Aux camps de concentration déjà cités, où la plupart des détenus meurent de malnutrition, de maladie, de coups… s'ajoutent les camps d'extermination, de véritables usines à tuer des êtres humains : Chelmno, Belzec, Sobibor et Treblinka. Auschwitz-Birkenau et Maïdanek cumulent les deux fonctions. 250 000 Tziganes (sur 700 000) seront exterminés par les nazis. 3 millions de Juifs sont morts dans les camps, auxquels il faut ajouter 1,3 million de fusillés ou gazés ailleurs (en particulier sur le front de l'est) et 800 000 disparus dans les ghettos. Plus de 3 millions de prisonniers de guerre soviétiques ont péri affamés, fusillés et, dans certains cas, gazés.

## L'extermination des Juifs d'Europe par les nazis ne saurait justifier le colonialisme sioniste

Le Premier ministre israélien Netanyahu, après avoir détruit la bande de Gaza l'été 2014 et massacré 2 000 de ses habitants, est invité par Hollande en janvier. Il en profite pour appeler les Juifs français à émigrer en Israël, un État fondé sur la spoliation des Arabes de Palestine.

Le sionisme est une escroquerie historique qui, en invoquant la persécution réactionnaire contre les Juifs, les transforme en auxiliaires d'une colonisation.

> *Chaque jour nous apporte la preuve que le sionisme est incapable de résoudre la question juive. Le conflit entre les Juifs et les Arabes en Palestine prend une tournure de plus en plus menaçante.* (Lev Trotsky, *Entrevue avec l'ITA et Der Weg,* 18 janvier 1937)

Le mouvement nationaliste juif créé par Herzl en 1897 préconise le retour des Juifs dans leur région d'origine historique, au Proche-Orient, l'adoption de l'hébreu (contre le yiddish) et la religion israélite (qui fait des Juifs un « peuple élu » par la divinité) comme ciment national. Le sionisme prend à contre-pied les aspirations de la plupart des Juifs à vivre et à s'épanouir dans le pays où ils sont nés (Pologne, URSS…) ou qu'ils ont choisi (Allemagne, France, États-Unis…). La révolution russe d'Octobre 1917 conforte cette dernière option, en émancipant les israélites, victimes de discriminations et de pogroms sous le tsar. Dans le pouvoir des soviets, figurent des commissaires du peuple athées mais d'origine juive (Trotsky, Zinoviev, Kamenev…).

Mais la révolution russe reste isolée. L'échec de la révolution prolétarienne à l'ouest, faute de parti révolutionnaire de type bolchevik, puis à l'est, en Chine, en 1927, à cause de la politique menchevik de « front uni antiimpérialiste » avec la bourgeoisie, démoralise le prolétariat soviétique et permet à l'appareil de l'État ouvrier, incarné par Staline, de s'émanciper de tout contrôle de sa part. Le règne de la bureaucratie s'accompagne du retour de l'antisémitisme.

> *Si la vague révolutionnaire a réveillé les plus nobles sentiments de la solidarité humaine, la réaction thermidorienne a attisé tout ce qui est bas, obscur et arriéré… La bureaucratie n'hésite pas à recourir de façon à peine voilée aux tendances chauvines et surtout à l'antisémitisme.* (Lev Trotsky, *Entrevue avec l'ITA et Der Weg,* 18 janvier 1937)

L'URSS, la Suisse, les États-Unis, etc. refusent d'accueillir en masse les réfugiés juifs d'Europe centrale, ce qui réjouit les dirigeants sionistes dont le projet est la colonisation de la Palestine. Pour les sionistes, les

Juifs sont effectivement un corps étranger sauf en Palestine. D'ailleurs, l'Agence juive (Yishuv) passe un accord avec le régime nazi en août 1933 pour organiser l'émigration en Palestine. En retour, la seule organisation juive légale sous Hitler est le mouvement sioniste, l'unique journal juif légal est sioniste. Les sionistes s'accommodent de la victoire d'Hitler et refusent d'engager la lutte contre le régime nazi. Les bolcheviks-léninistes prônent à l'opposé l'unité des exploités et des opprimés pour empêcher la catastrophe qui se profile.

> *Seule une mobilisation audacieuse des travailleurs contre la réaction, la création de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes, l'assurance grandissante et l'activité de tous les opprimés peuvent renverser le rapport des forces, endiguer la vague mondiale du fascisme et ouvrir un nouveau chapitre de l'histoire de l'humanité.* (Lev Trotsky, *Appel aux Juifs américains,* 22 décembre 1938)

En janvier 1943, l'Armée rouge inflige sa première défaite à l'impérialisme allemand. En dépit de la direction internationale sioniste, sans aide des Alliés mais avec celle du mouvement ouvrier, les Juifs du ghetto de Varsovie se soulèvent en avril 1943 contre les SS, écrivant une des plus belles pages de l'histoire des opprimés.



Gaza, 2014

L'extermination des Juifs d'Europe sert aux sionistes à justifier leur projet antérieur d'édification d'un État bourgeois juif en Palestine. En fondant Israël par la déportation des Palestiniens aux moyens de la terreur, avec le soutien de tous les partisans de l'ordre mondial, dont la bourgeoisie impérialiste française et la bureaucratie du Kremlin, le sionisme parvient à transformer une minorité des Juifs du monde en oppresseurs.

Les Arabes qui vivaient en Palestine sont devenus une minorité opprimée dans l'État sioniste, des exilés dans le monde entier et les habitants de deux bantoustans sous menace permanente d'une armée suréquipée.

> *L'année 2014 a été particulièrement traumatisante dans les Territoires palestiniens. Dans la bande de Gaza, 1,8 million de civils palestiniens ont enduré la pire escalada depuis 1967. Plus de 1 500 civils palestiniens ont été tués, 11 000 blessés et 100 000 restent déplacés. En Cisjordanie, les confrontations multiples entre manifestants palestiniens et forces israéliennes ont abouti aux statitistiques de victimes les plus élevées des dernières années, tandis que l'expansion de colonies et le déplacement forcé de Palestiniens se poursuit. Au total, environ 4 millions de Palestiniens de la Cisjordanie restent soumis à l'occupation militaire qui les empêche de jouir de nombre de leurs droits humains élémentaires.* (Office des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires dans les territoires palestiniens occupés, mars 2015)

## La colonisation sioniste ne saurait constituer une justification à l'antisémitisme

70 ans après la déroute des racistes européens nazis, les monarchies intégristes du Golfe, le régime clérical d'Iran et les courants islamo-fascistes d'Asie de l'ouest et d'Afrique du nord répandent les mêmes calomnies complotistes contre les Juifs. En réalité, ils utilisent l'oppression scandaleuse dont sont victimes les Arabes de Palestine (dont une minorité était chrétienne) pour tenter d'empêcher la révolution sociale qui s'est esquissée en Tunisie et en Égypte. Ceux qu'ils persécutent, volent, arrêtent, torturent, assassinent sont surtout des Arabes et des musulmans. En Europe occidentale, leurs recrues, puisées dans le banditisme, s'en prennent à des Juifs qui, par définition, ne colonisent pas la Palestine.

Les travailleurs arabes et les travailleurs juifs de Palestine doivent s'unir pour liquider l'État d'Israël, qui est un État d'apartheid, pour pouvoir vivre ensemble dans une Palestine laïque, démocratique et pluriethnique au sein des États-Unis socialistes d'Asie de l'Ouest.

Les travailleurs arabes et les travailleurs kurdes du Liban, de la Syrie et de l'Irak doivent s'unir contre toute intervention impérialiste, pour la séparation de l'État et de la religion, pour le respect des minorités nationales, pour liquider le régime d'Assad, l'État irakien mis sur pied par l'impérialisme américain et l'État islamique-Daech, pour exproprier les capitalistes, les chefs de guerre et les grands propriétaires fonciers.

Les travailleurs juifs, arabes et de toutes les ethnies de France doivent s'unir contre les discriminations, contre les interventions militaires, pour liquider la République de la bourgeoisie exploiteuse et impérialiste, pour ouvrir la perspective des États-Unis socialistes d'Europe et de la Fédération socialiste de la Méditerranée.

> *Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et décadence de toute civilisation... ou bien victoire du socialisme.* (Rosa Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie,* 1915)

# 1re Guerre mondiale (5) :1915, l'entrée en guerre de l'Italie

## Août 1914 : une puissance européenne qui se tient à l'écart de l'affrontement entre bourgeoisies de la région

L'Italie de 1914 est une puissance capitaliste de second plan malgré l'unification de la péninsule en 1871 puis l'annexion de la Tripolitaine (aujourd'hui Libye) en 1911, en dépit de l'émergence de grands groupes de l'industrie (Ansaldo, Fiat, Ilva...) et de la finance (Credito Italiano, Banca Commerciale...).

Le développement du capitalisme entraîne la création d'une classe ouvrière. Elle s'organise dans le Partito Socialista Italiano (PSI, Parti socialiste italien), affilié à l'Internationale ouvrière, qui a construit le syndicalisme et qui obtient des succès électoraux ; dans la Confederazione Generale del Lavoro (CGL, Confédération générale du travail), liée au PSI, et dans une moindre mesure dans l'Unione Sindacale Italiana (USI, Union syndicale italienne), anarcho-syndicaliste.

La guerre coloniale menée en Libye, de 1912 à 1913, entraîne une mobilisation antimilitariste de la part du mouvement ouvrier révolutionnaire. Le 7 juin 1914, se déroule une manifestation à Ancôme contre la répression qui continue à punir les antimilitaristes (bataillon disciplinaire, asile d'aliénés). La troupe ouvre le feu contre les manifestants. C'est le début de la Semaine rouge. L'insurrection populaire se propage aux principales villes : Turin, Parme, Milan, Florence, Naples... Le 12 juin, la direction de la confédération syndicale (CGL) ordonne la fin de la grève générale.

Membre de l'Entente constituée par la France, la Grande-Bretagne et la Russie, le gouvernement italien ne déclare pourtant pas la guerre en août 1914 à la Triplice formée par l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie.

La bourgeoisie libérale (au sens de démocratique) et son chef de file le plus influent (Giovanni Giolitti) estime que le fragile équilibre qu'elle a réussi à préserver malgré la montée des luttes ouvrières, risque d'être compromis par les bouleversements qu'amènera inévitablement le conflit européen et que la classe dominante doit rester neutre.

L'Église catholique dont l'influence réactionnaire est considérable, s'oppose aussi à la participation de l'Italie au conflit. C'est une internationale, mais pas pour autant émancipée de considérations nationales et géostratégiques. Le Pape craint par-dessus tout l'effondrement de l'Empire austro-hongrois. Le plus grand État catholique d'Europe est entouré de pays où cette variante du christianisme n'était pas la religion d'État : la Russie orthodoxe, l'Allemagne majoritairement protestante, la France républicaine, la Grande-Bretagne anglicane.

Le mouvement ouvrier est majoritairement pacifiste, ce qui reflète non seulement les aspirations de la base, mais les choix d'une fraction de la bourgeoisie. En effet, les appareils « réformistes » de la CGL et du PSI s'alignent sur la bourgeoisie « démocratique ».

La convergence de fait entre la réaction cléricale, la bourgeoisie libérale et le mouvement ouvrier écarte temporairement le pays de la déflagration d'août 1914.

## Mai 1915 : la bourgeoisie italienne jette ses jeunes hommes dans le massacre pour participer au partage du butin

La tentation est grande, pour d'autres fractions de la bourgeoisie, d'éteindre le mouvement ouvrier et d'étendre l'Italie au détriment des futurs vaincus.

Pour la guerre, il n'y a au départ que des éléments disparates : des capitalistes à la tête de groupes industriels (Agnelli, Perrone...), des partis nationalistes bourgeois (l'Association nationale italienne, des éléments de la démocratie chrétienne...), des sociaux-patriotes (reflétant l'influence de cette fraction de la bourgeoisie sur le mouvement ouvrier : ils fréquentent la même franc-maçonnerie), une grande partie de l'intelligentzia (dont les futuristes)...

En novembre 1914, leur camp se renforce de façon inattendue et spectaculaire par le ralliement d'un des principaux dirigeants du PSI, rien moins que Benito Mussolini, le directeur de l'organe central du parti (*Avanti !*). On sait aujourd'hui que cette défection est le résultat de la corruption par la bourgeoisie impérialiste française, par le biais de son agent Marcel Cachin, dirigeant du PS-SFIO, le parti social-patriote qui a trahi la classe ouvrière et qui participe au gouvernement d'union sacrée [voir *Révolution communiste* n °8].

Alors, le gouvernement italien négocie avec l'Entente dans le plus grand secret et, en particulier, dans le dos du parlement. Il signe le 26 avril 1915 le Pacte de Londres qui lui promet d'importantes concessions territoriales dans les Alpes, dans les Balkans, en Turquie.

Les nationalistes bourgeois et petits-bourgeois déclenchent une campagne de presse (en particulier avec le torchon belliciste *Il Popolo d'Italia* de Mussolini, payé par le gouvernement français) et organisent des manifestations spectaculaires et à caractère quasi insurrectionnel. Le 23 mai 1915, l'Italie rejoint l'Entente et entre en guerre contre la Triplice. Le peuple italien paiera les appétits sordides de sa clique impérialiste, d'ailleurs non satisfaits par l'Entente à la fin de la guerre, de 600 000 morts, 900 000 blessés et mutilés.

# ABC du marxisme
# Qu'est-ce que le capitalisme ?




Le capital n'est pas seulement de l'argent, il est de l'argent qui peut s'accroître en produisant des marchandises et en les vendant pour plus de valeur que n'avaient coûté les marchandises achetées pour les produire (moyens de production, force de travail). Le capitalisme n'est donc pas naturel, il n'a pas toujours existé et n'existera pas toujours.

*À un certain stade d'évolution des moyens de production et de circulation, les rapports dans le cadre desquels la société féodale produisait et échangeait ses produits, l'organisation sociale de l'agriculture et de la manufacture, en un mot les rapports féodaux de propriété, ne correspondaient plus au degré de développement déjà atteint par les forces productives. Ils entravaient la production au lieu de la stimuler. Ils se transformèrent en autant de chaînes. Il fallait briser ces chaînes. Elles furent brisées.* (Marx, Engels, *Manifeste du parti communiste,* 1848, GB, p. 10)

Le développement du capitalisme, en remplacement du féodalisme, a résulté de la conjonction de plusieurs éléments : l'expropriation de serfs et de paysans qui les oblige à vendre leur force de travail, l'émergence de noyaux capitalistes dans les villes grâce à des structures politiques relativement décentralisées, l'essor du commerce mondial, la colonisation brutale du monde par un petit nombre de pays…

> *La mission historique du capitalisme est de faire s'épanouir, de faire avancer radicalement, en progression géométrique, la productivité du travail humain.* (Marx, *Le capital,* Livre I, tome 1, Éditions sociales, p. 274)

Le passage de la production artisanale à la manufacture, tout en dépossédant l'ouvrier artisan de la maîtrise du processus de production, a permis, en combinant des métiers indépendants et en diminuant le temps entre les phases de la production, un développement prodigieux des forces productives. Ainsi, c'est en améliorant la productivité humaine dans une proportion sans précédent, en éliminant des entraves aux techniques et aux sciences, en ouvrant la possibilité de l'émancipation humaine par rapport à la rareté, que le capitalisme a été progressiste, c'est-à-dire révolutionnaire. Il a ainsi créé les conditions matérielles au socialisme, et il en a également créé les conditions sociales puisqu'il a produit la classe capable de réaliser la transformation de la structure sociale vers le socialisme.

> *À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.* (Marx, « Préface », *Contribution à la critique de l'économie politique,* 1859, Éditions sociales, pp. 4-5)

La contradiction fondamentale du capitalisme, qui est à la source de ses crises économiques, est entre la forme de plus en plus individuelle de la propriété et la forme de plus en plus socialisée de la production. Les traits centraux du capitalisme sont la recherche du profit et de l'accumulation du capital par la classe bourgeoise et l'émergence du salariat, qui tient à la dissociation entre la propriété du travail et la propriété du capital. Les rapports de production capitalistes constituent ainsi une infrastructure économique qui a besoin d'une superstructure légale et idéologique incarnée par l'État bourgeois établissant des lois pour protéger la production capitaliste.

Il est arrivé un moment où le capitalisme, comme tout mode de production, est entré dans une phase où il entrave le développement des forces productives. Cette phase de déclin a été décrite par Lénine comme l'impérialisme, stade suprême, et donc final, du capitalisme.

La révolution communiste n'est pas seulement une exigence morale contre un monde où la précarité règne chez les producteurs alors que le produit social est gaspillé par la minorité des exploiteurs. Elle est rendue possible par le fait que le capitalisme a autorisé un niveau de développement des forces productives tel que, d'une part, la société résoudra les problèmes qu'elle crée et, d'autre part, les moyens de porter cette nouvelle société existent dans le capitalisme, l'action des travailleurs salariés. Une révolution socialiste a pour rôle d'achever ce qu'a commencé le capitalisme, mais qu'il est incapable de réaliser pleinement.




groupemarxiste.info